

# Mobilisation de l'expertise technique Internationale

Rapport d'activité 2022



Pôle Relations experts



En 2022, le réseau d'expertise technique internationale a continué de se développer grâce aux efforts déployés par les équipes d'Expertise France pour répondre aux fortes attentes de ses commanditaires. Ce développement s'est illustré par un accroissement significatif de l'activité, tant de recrutement que de déploiement sur le terrain des experts.

Fort de l'expérience acquise depuis que le réseau a été confié à l'agence, le Pôle Relations experts a engagé la transformation annoncée en 2021 afin de développer nos capacités à recruter les meilleurs experts dans les meilleurs délais, d'améliorer la qualité de l'accompagnement et du suivi des missions sur le terrain et de renforcer la fiabilité de nos outils de redevabilité.

Désireux de donner corps à notre réseau d'expertise, nous avons multiplié les occasions de le valoriser et de l'animer tout au long de cette année. La première édition des Journées de l'expertise technique internationale en août 2022 a été le point d'orgue de cette dynamique. Ces deux jours de réflexion et d'échange avec nos principaux commanditaires réunis autour de notre communauté d'experts, ont permis de mettre en exergue la formidable diversité des missions réalisées et de rappeler leur plus-value pour le réseau français de coopération et d'influence partout dans le monde.

Chacun de mes déplacements est une occasion de rencontrer des experts sur le terrain, de constater leur professionnalisme et leur engagement, et de mesurer la force de ce réseau qui honore Expertise France. Le positionnement spécifique de nos experts, à disposition des structures qui les accueillent, leur proximité avec les partenaires, présente un intérêt majeur pour la politique extérieure de la France dès lors que leur action est résolument ancrée au réseau diplomatique et qu'elle reçoit appui et soutien des services compétents des ambassades.

Nous abordons confiants l'année à venir. Celle-ci devrait nous permettre compter plus 320 experts déployés auprès d'organismes bénéficiaires et de partenaires en fin d'année, en complément de l'ensemble des experts déployés dans le cadre de projets de coopération menés par Expertise France.

La deuxième édition des Journées de l'expertise technique internationale que nous organiserons cette fois encore en partenariat avec l'Institut national du service public offrira une nouvelle occasion de nous rassembler autour de nos commanditaires.

**Jérémie PELLET**

Directeur général

# SOMMAIRE

<b>1 - Le pôle Relations experts en 2022</b>	<b>04</b>
<b>2 - Les temps forts de l'année</b>	<b>12</b>
<b>3 - Le positionnement spécifique des ETI</b>	<b>30</b>
<b>4 - Des ETI, des missions !</b>	<b>36</b>
<b>5 - Perspectives 2023</b>	<b>62</b>

# 1 - Le pôle REX en 2022

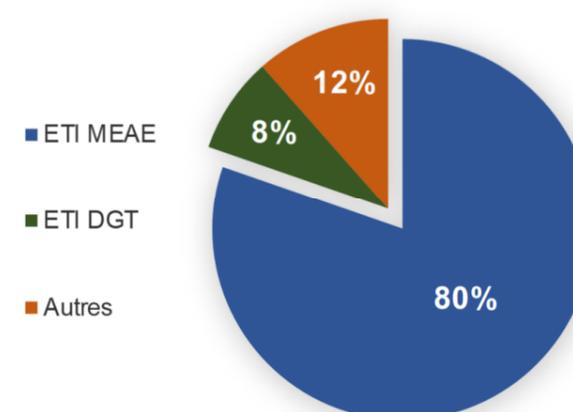
Au sein du département Coopération bilatérale et Mobilisation de l'expertise (CBME), le pôle Relations experts (REX) assure le recrutement, le déploiement et le suivi d'experts techniques internationaux (ETI) à la demande du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), du ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance (MEFR), de l'Agence française de développement (AFD), ainsi que du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) et de plusieurs régions de France et instituts de recherche nationaux.

Les ETI sont recrutés sur des missions de haut niveau relevant de l'expertise technique, du conseil, de l'influence et de la coordination sur des thématiques et dans des géographies variées, au sein de ministères, d'agences, d'organisations internationales, de think tank ou d'établissements d'enseignement supérieur en appui au déploiement de la stratégie française de coopération et d'influence.

Au total, 195 experts étaient sur le terrain au 31 décembre 2022 et 138 recrutements ont été effectués au cours de l'année.

A la fin de l'année 2022, l'objectif de doublement des ETI « d'influence » commandités par le MEAE s'est traduit par la création d'une centaine de supports de poste, ils représentent 80% portefeuille du pôle à la fin de cette année. Le développement du dispositif d'ETI « influence économique » commandité par la DGT représente pour sa part 8% des supports de poste en gestion.

Par ailleurs, le pôle assure la gestion d'experts nationaux détachés (END) auprès des services de l'Union européenne. La filialisation d'Expertise France au groupe AFD en janvier 2022 a conduit le pôle REX à développer une offre de service intégrée dans le but de répondre aux besoins des maîtrises d'ouvrage partenaires de l'AFD. Les Assistants à la maîtrise d'ouvrage (AMO) ont vocation à les accompagner et à les renforcer dans le cadre de la mise en œuvre de leurs projets.



\* Supports de poste au 31/12/2022

## Notre métier

### Recruter

Recruter des experts de haut niveau nécessite une bonne compréhension des attentes du commanditaire concernant le profil du candidat recherché : expérience, compétences techniques, savoir-être, capacité d'adaptation, agilité, sensibilité interculturelle, compréhension des enjeux du poste et maîtrise de l'environnement institutionnel.

Cela requiert aussi d'identifier les viviers et réseaux partenaires pertinents pour diffuser l'offre.

Les chargés de projets procèdent ensuite à la présélection, puis à la préparation du budget de la mission, avant de présenter le ou les profils retenus au commanditaire.

4

### Déployer

Une fois que le commanditaire et le partenaire ont confirmé leur choix, les équipes assurent le déploiement de l'expert : contrat, sûreté, passeport de service, protocoles d'accord avec les organisations d'accueil. Le binôme chargé de projets/assistant de projets prépare l'expert au départ et l'informe des modalités de suivi et de redevabilité.

Une réunion d'instruction est organisée avec le commanditaire afin d'informer l'expert des enjeux et des priorités de sa mission.

L'expert est mis en réseau avec les directions techniques d'Expertise France et les réseaux partenaires pertinents, en France et dans le pays de mission.

### Suivre - Animer

Le suivi des missions est assuré par l'ensemble du Pôle.

Les assistants de projets prennent en charge le suivi financier et la redevabilité. Ils préparent les ordres de mission en lien avec la direction sûreté.

Les chargés de projets s'assurent du bon déroulement des missions, orientent l'expert sur son positionnement, facilitent sa mise en réseau et sont à l'écoute en cas de difficulté.

Les coordinateurs d'unité travaillent à la structuration de viviers d'experts, au développement des partenariats et animent le réseau en lien avec les chargés de projets.

5

## Chiffres clés

### Experts déployés

**195**

au 31/12/2022

### Recrutements

**138**

En 2022

### Déploiements

**110**

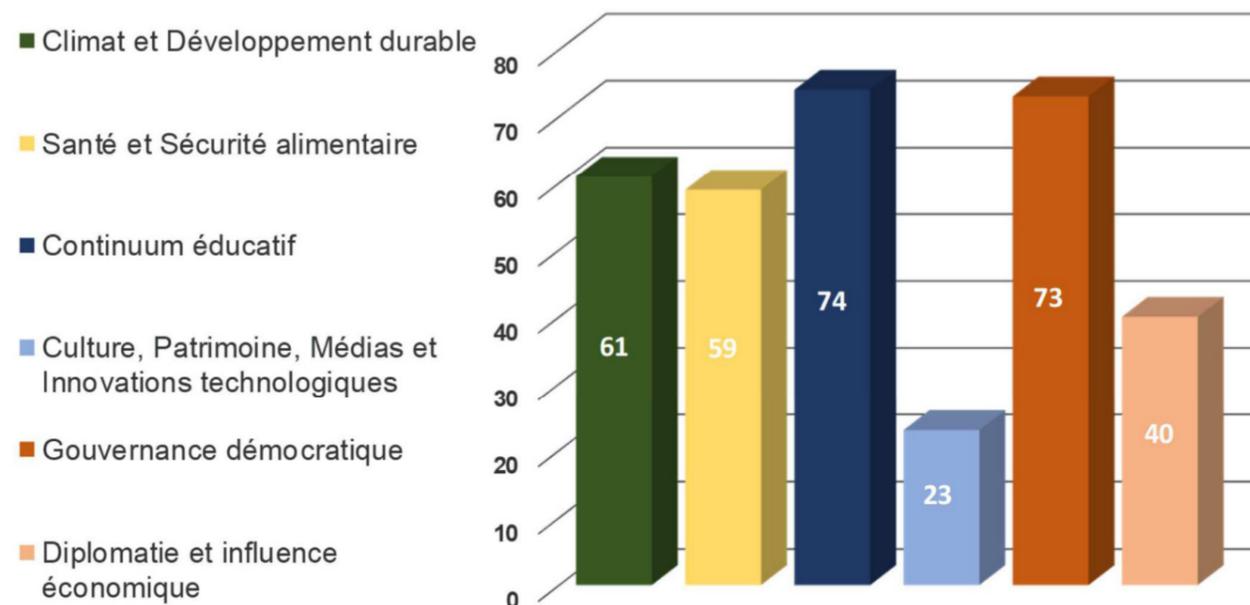
En 2022

# Le réseau des experts en 2022

Le portefeuille du Pôle est monté en puissance sur les secteurs et les géographies d'intérêt stratégique pour la France. Le nombre de postes relevant des thématiques historiques de la coopération française que sont la gouvernance démocratique et l'éducation est resté stable, quand le **développement durable, la santé et l'économie ont pris une importance considérable**, traduisant un investissement nouveau de la France dans ces domaines.

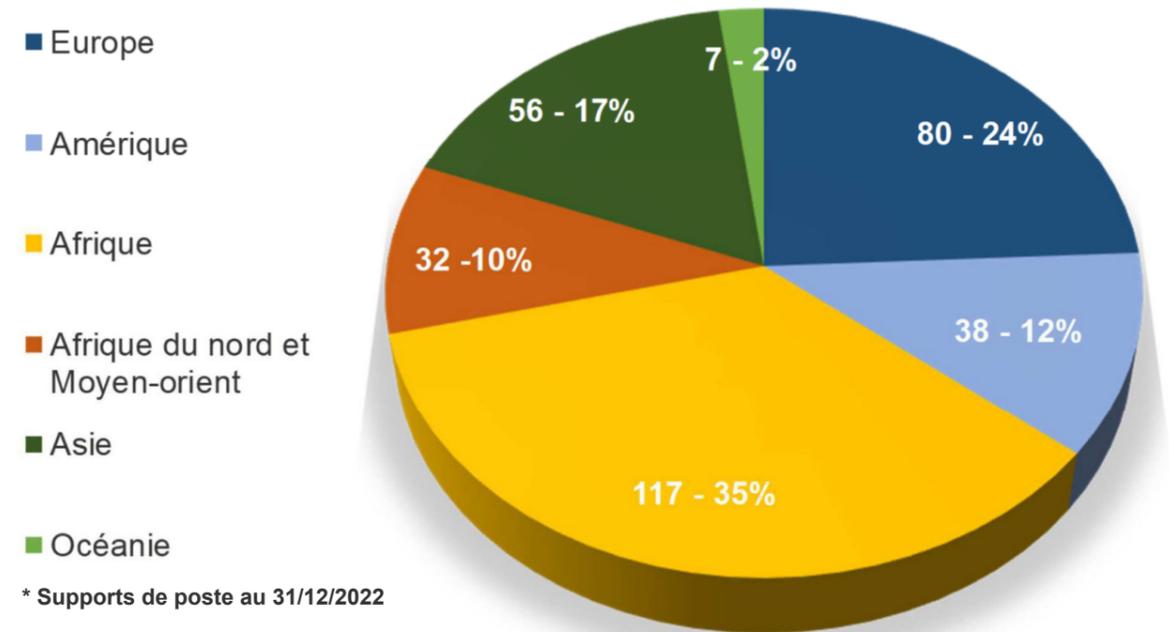
Sur le plan géographique, la stratégie indopacifique de la France se concrétise par une **présence renforcée en Asie et en Océanie**. Des ETI ont ainsi été déployés en Ouzbékistan, en Inde, à Taïwan et dans les îles Fidji. **Ces géographies nouvelles amènent aussi notre pôle à s'adapter** : identifier de nouveaux viviers, de nouvelles procédures de déploiement et collaborer avec de nouveaux partenaires.

## Répartition thématique \*



\* Supports de poste au 31/12/2022

## Répartition géographique \*



« Mon portefeuille est composé d'une soixantaine d'experts déployés. Ils ont été recrutés sur commande du Quai d'Orsay ou sur financement AFD.

Un quart d'entre eux sont déployés en Europe, un quart en Afrique, cinq autres sur la région Afrique du Nord et Moyen-Orient, cinq aux Etats-Unis, huit en Asie, et une en Océanie.

Ils interviennent à 80% sur des questions de gouvernance, affaires politiques, sécurité, diplomatie économique et pour les 20% restant sur les thématiques santé, développement durable, climat et environnement. »

**Christine Musielak**  
Assistante de projets

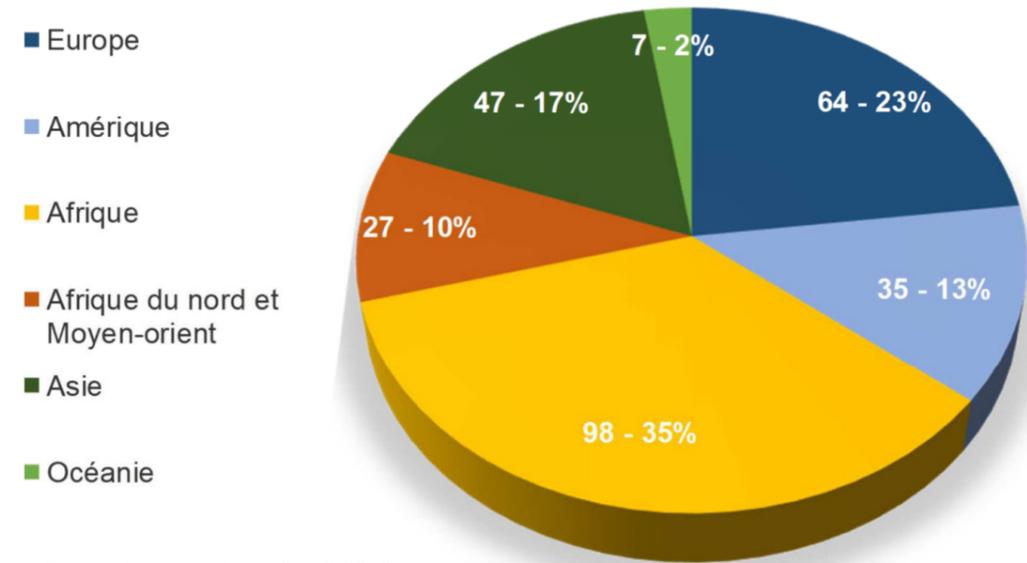
# Le réseau d'experts d'influence piloté par le MEAE

La Direction générale de la Mondialisation, de la Culture, de l'Enseignement et du Développement international (DGM) du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères assure le **pilotage stratégique de ce réseau**. Elle effectue un travail de planification qui encadre la création des nouveaux postes. Cette réflexion programmatique **contribue à la poursuite des objectifs de la politique de développement, d'influence et de diplomatie économique de la France**, ainsi qu'à la mise en œuvre de nos priorités dans le champ des enjeux globaux.

En lien avec les postes diplomatiques et les directions concernées du Ministère, la DGM organise à fréquence régulière des comités, au cours desquels chaque poste d'ETI fait l'objet d'une décision de maintien, suppression, redéploiement ou création, dans le respect de la planification établie. **Le pilotage par l'administration centrale du Ministère s'accompagne par ailleurs d'un suivi renforcé de l'activité des experts par les ambassades dans les pays de déploiement.**

Les résultats de l'année 2022 marquent une avancée significative vers l'objectif de doublement attendu en 2023 et matérialisent progressivement les priorités définies par le MEAE sur le terrain.

## Répartition géographique \*

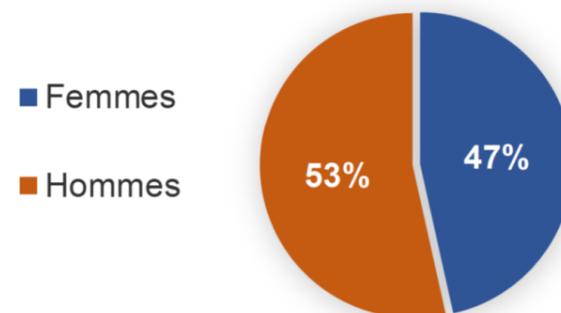


\* Supports de poste au 31/12/2022

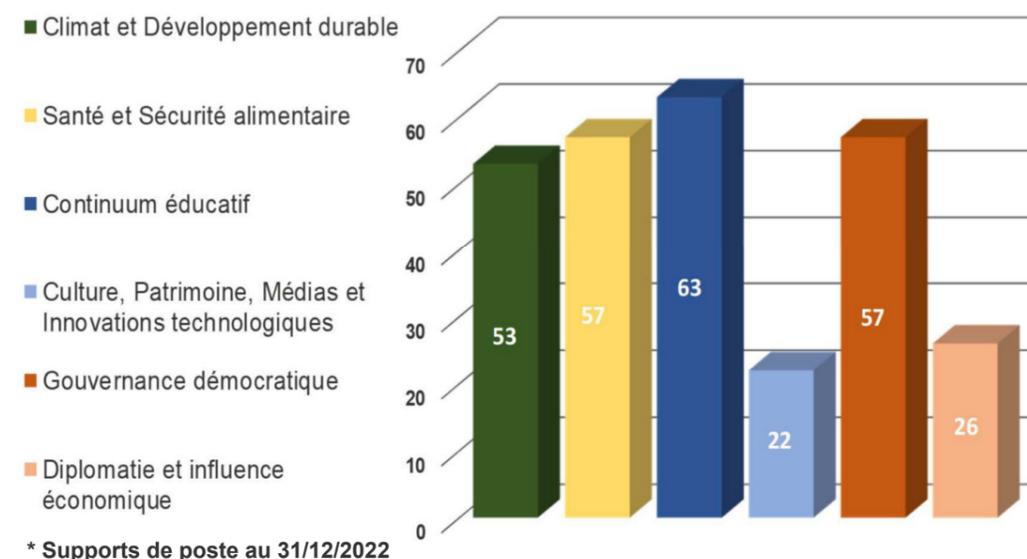
## La féminisation du réseau se poursuit

A la fin de l'année 2022, 41% des postes étaient occupés par des femmes, une présence en augmentation par rapport à l'année précédente.

**La tendance est toujours à la hausse. En 2022, les femmes représentaient 47% des recrutements réalisés.**



## Répartition thématique \*



\* Supports de poste au 31/12/2022

## Chiffres clés

Experts déployés

**157**

au 31/12/2022

Recrutements

**122**

En 2022

Déploiements

**86**

En 2022

# Le renforcement du Pôle au service de la mise en œuvre des commandes

La restructuration du Pôle engagée en 2021 s'est poursuivie en 2022. Le suivi des missions des experts par **des binômes chargé de projets/assistant de projets** a été réaffirmé et consolidé.

**Les unités sectorielles ont été renforcées par la création de postes de coordinateurs d'unité.** Les coordinatrices, qui ont pris leurs fonctions en 2022, ont pour mission d'harmoniser les procédures, mais également de structurer et d'animer le vivier d'experts avec l'appui de l'équipe.

**Une unité transversale regroupant les assistantes de projets a été créée** et est désormais appuyée par une chargée de projets administratifs et financiers.

## Renforcer les unités et le pôle !



En 2022, le pôle REX a vu la concrétisation de la mise en place des postes de coordinateurs d'unité, pensés comme des moyens de **favoriser la transversalité, la circulation de l'information entre les unités, l'harmonisation des procédures et le développement de savoir-faire communs.**

Il s'agit d'améliorer le **partage d'expériences et de connaissances** au sein d'une équipe appelée à se développer, de faciliter l'intégration de nouveaux chargés de projets, d'harmoniser la gestion des experts, de **développer l'animation du réseau, de capitaliser les expériences et de valoriser le travail des équipes et des experts déployés.**

L'un des premiers chantiers menés par les coordinatrices d'unité cette année concerne **l'harmonisation des procédures.** Le recensement, la mise à jour et classement de l'ensemble de nos procédures administratives ont été conduits pendant plusieurs mois, afin de faciliter le travail de toute l'équipe du pôle au quotidien.

**Aurélie Colladon**  
Coordinatrice d'unité  
Continuum éducatif, Culture et Communication

## Une unité dédiée à l'accompagnement et à la redevabilité

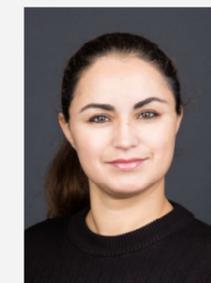
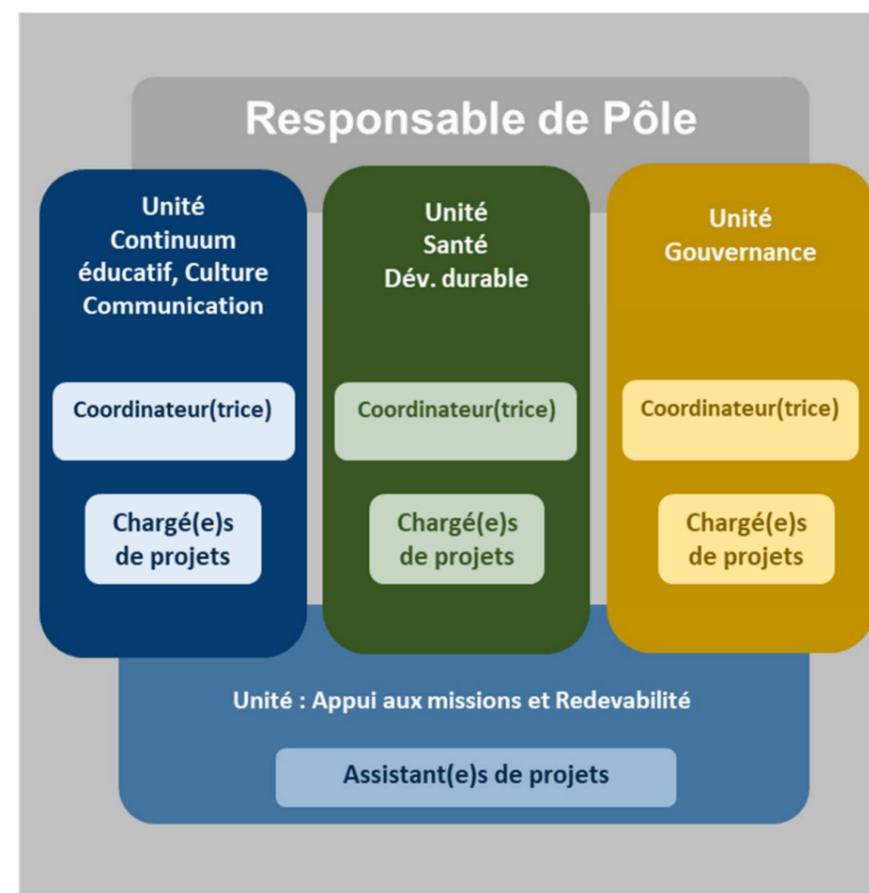
En 2022, avec l'augmentation du nombre d'experts déployés, l'objectif du Pôle a été **de consolider la redevabilité.** La création d'une **unité « appui aux missions et redevabilité »** et d'un poste de **chargé de projets administratifs et financiers** au sein du Pôle en septembre 2022 y contribue.

Outre l'harmonisation des procédures et l'appui à l'équipe sur différents sujets (règles internes, partage d'informations, facturation, etc.) une des missions principales du poste a été de **fiabiliser les données.** Nous avons souhaité mettre en place une **organisation efficace**, tout en assurant à l'équipe la **fluidité**

**dans les échanges.** Sans alourdir le travail de chacun, nous avons pu améliorer la transmission et **consolider l'analyse des données.** Pour le Pôle et pour la gestion de l'activité, cela représente une avancée. Une vision plus fine nous permet **l'identification des besoins, l'anticipation** et la solution d'éventuels blocages. L'effort pour améliorer la redevabilité se poursuivra en 2023.



**Ligia Ikeda**, Chargée de projets administratifs et financiers



« Il a été décidé que les **assistantes de projets (AP)** travaillent en binôme avec les chargés de projet (CP) et non pas par thématique ou par géographie, pour **davantage de transversalité** dans le suivi des missions.

Chaque AP est en collaboration avec 3 à 4 CP selon la charge de travail. Le but de cette collaboration est de **faciliter les échanges avec les experts** pour qu'ils aient le moins d'interlocuteurs possible. Ce binôme permet de créer une relation de confiance entre l'AP et le CP, pour **une plus grande autonomie de chacun** dans la réalisation de ses tâches.

Au final cela contribue à **une communication plus fluide avec l'ensemble des interlocuteurs.** »

**Karima Younès Smida**  
Assistante de projets

## 2 - Les temps forts de l'année

2022 a été marquée par l'**accélération de la dynamique d'animation**. En lien avec les priorités françaises, l'actualité politique et les missions des experts, ces événements contribuent à une meilleure visibilité du réseau et au renforcement des synergies avec les partenaires et les commanditaires.

**Point culminant de 2022, l'organisation des premières Journées de l'expertise technique internationale** qui ont réuni pour la première fois experts, commanditaires et partenaires en un même lieu pour débattre et échanger sur le rôle des ETI, leur positionnement et leur plus-value au sein du réseau français de coopération et d'influence.

### Echange avec les experts concernés par les enjeux et priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne

Janvier 2022

Le jeudi 27 janvier 2022, à l'initiative du département Coopération bilatérale et Mobilisation de l'expertise (CBME) en collaboration avec la Direction de l'Union européenne du MEAE a été organisé **un échange avec l'ensemble des experts directement concernés par les enjeux** et priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE).

En matière d'aide publique au développement, ce mandat a pour ambitions : le renforcement des partenariats avec les pays les moins avancés, le développement d'une

approche coordonnée sur le nouvel Instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale (NDICI) et enfin, la mise en avant des sujets liés à l'environnement. L'équipe du Groupe AFD à Bruxelles a présenté les enjeux opérationnels de ces priorités françaises pour le Groupe au cours des prochains mois.

L'exécution de programmes en lien avec les priorités européennes, est appuyée par une évolution significative de la mobilisation des ressources européennes du Groupe AFD passant de 425 millions en 2021 à plus de 900 millions pour 2022, sans compter les garanties qui pourraient encore accroître cette enveloppe.

### Rencontre avec Martin Koopmann, Directeur de la Fondation Genshagen et Marie Augère (ETI), Responsable de projets franco-allemands

Février 2022



Crédits : [www.stiftung-genshagen.de](http://www.stiftung-genshagen.de)

Le 24 février 2022, la Direction des Opérations et le pôle Relations experts d'Expertise France ont eu l'honneur d'accueillir M. Koopmann, Directeur de la Fondation Genshagen, accompagné de Marie Augère, ETI, Responsable de projets franco-allemands sur les questions européennes au sein de cette fondation depuis 2016. La Fondation Genshagen est une initiative franco-allemande, dont l'objectif est d'instaurer un dialogue politique et culturel entre la France et l'Allemagne sur l'avenir de l'Europe. La Fondation est désormais dédiée aussi bien aux relations

bilatérales qu'au trilatéralisme franco-germano-polonais dans le cadre du Triangle de Weimar. Les sujets d'intérêt sont essentiellement européens, de société ou de politique étrangère, et questionne l'avenir de l'Union européenne comme acteur politique, les crises actuelles, la cohésion sociale ou encore les relations transatlantiques, etc..

**Cette rencontre a permis à Rima Le Coguic, Directrice des Opérations, de rappeler l'importance stratégique des ETI dans des think tanks tels que la Fondation Genshagen, et d'esquisser des sujets de dialogue (énergie, climat, politique de voisinage) susceptibles de favoriser et renforcer la coopération européenne.**

L'échange s'est terminé par une réflexion portant sur la possibilité de bascule des coopérations à caractère bi- et trilatérale à une coopération européenne élargie (par exemple avec les pays des Balkans).



### Experts nationaux détachés Institutions européennes

**12**  
au 31/12/2022



12

13

# Les Balkans occidentaux : une zone prioritaire pour la France et l'Europe



La zone des Balkans occidentaux est devenue l'une des **priorités de l'action extérieure du MEAE**. Le pôle Relations experts a donc, conformément à la commande du MEAE, assuré le recrutement, le déploiement et le suivi d'ETI sur l'ensemble des pays de la zone avec **un dénominateur commun : l'intégration européenne**. Les experts sont le plus souvent positionnés **directement auprès de Ministres aux Affaires européennes**, donnant un **caractère particulièrement sensible et politique à ces missions**.

L'ETI au **Kosovo** est Conseiller pour l'Intégration européenne au sein du Bureau du Premier ministre. En 2022, il a travaillé sur le processus de pré-candidature à l'UE. L'ETI basée à **Skopje en Macédoine du Nord**, est Conseillère du Vice-Premier ministre au sein du secrétariat aux Affaires européennes de Macédoine du Nord. Elle appuie la gestion des fonds européens et les négociations d'adhésion. Deux experts sont en **Serbie**, l'une travaillant directement auprès de la Ministre de l'Intégration européenne ; l'autre sur la thématique de la réforme de l'administration publique. L'ETI en **Albanie** est également au cœur de la problématique de la réforme de l'administration, notamment en matière de lutte contre la corruption. L'experte au **Monténégro** appuie le bureau de l'intégration européenne sur les chapitres 23, 24 et sur le renforcement de capacités des agents publics locaux. L'ETI à **Sarajevo en Bosnie-Herzégovine**, est Conseiller auprès de la Direction de l'Intégration européenne. Il contribue à soutenir les réformes dans le domaine de l'Etat de droit et du fonctionnement des institutions.

Au-delà du recrutement et du déploiement, le rôle du chargé de projets suppose d'assurer le suivi des experts : échanger sur l'avancée des missions, les difficultés éventuelles et s'assurer que la mission a lieu dans de bonnes conditions. Le chargé de projets est également le point focal au sein de l'Agence pour les autres départements souhaitant être mis en contact avec les ETI de la zone.

**Lucien Colas**  
Chargé de projets au sein de l'Unité Gouvernance



## Réunion des ETI dans les Balkans occidentaux avec la Direction Europe continentale du MEAE

Mai 2022

Dans le cadre de son mandat qui prévoit le suivi et l'animation du réseau des ETI qu'il déploie, le Pôle REX a organisé une première réunion, afin de poser les bases d'un dispositif d'animation visant à favoriser la mobilisation des ETI au service des objectifs du MEAE et à **valoriser au mieux cette présence dans la sous-région des Balkans**.

L'équipe d'ETI actuellement déployée est déjà engagée dans un processus de réseautage informel qui la conduit à se concerter sur les problématiques transversales communes, constituant le point de départ d'une réflexion menée en lien avec la Direction politique « Europe continentale » du MEAE. Cette première réunion de concertation avait pour objectif de **renforcer cette dynamique dans le cadre d'une réflexion plus large en lien avec les services du Ministère** et les principaux acteurs de la coopération française, afin de favoriser **l'émergence d'une lecture commune du rôle et de la place des ETI au sein du dispositif de coopération et d'influence**.

## Réunion à Belgrade avec les SCAC de la région Décembre 2022

Une rencontre du réseau de coopération dans les Balkans occidentaux s'est tenue à Belgrade le 16 décembre en présence des attachés de coopération de la zone et d'Expertise France (Marion Bourgain, coordinatrice géographique et Sahra Cherid, pôle REX).

Une occasion pour évoquer les **priorités d'Expertise France dans la région** (l'Etat de droit, l'égalité femme-homme, la jeunesse, l'emploi, la transition verte) et la **levée des financements européens**. Il a également été question du **renforcement de la capacité d'influence des ETI et de leur réseau institutionnel** en coordination avec les services du MEAE et Expertise France. Ceux-ci ont pu réitérer leur volonté d'une meilleure intégration à l'équipe France et leur souhait de voir renforcer leur rôle au sein du dispositif de coopération et d'influence français.



## Experts déployés dans les Balkans

**7**  
au 31/12/2022



« Le déplacement à Belgrade de l'ensemble des ETI de la région a permis d'échanger sur les enjeux parfois similaires de leurs missions respectives et de **présenter l'offre de service d'Expertise France aux attachés de coopération en poste**. Nous avons également saisi cette opportunité pour rencontrer les interlocuteurs AFD présents dans les Balkans à l'occasion d'une rencontre organisée par l'Agence régionale de Belgrade.

Expertise France y a présenté plus en détail le dispositif ETI. **Les experts présents ont pu évoquer les enjeux liés à leurs missions** et les éventuels ponts à construire avec les projets AFD. »

**Sarah Cherid**, Coordinatrice de l'unité Gouvernance

# L'innovation technologique, un secteur dynamique !

Le Pôle accompagne les initiatives des ETI en faveur du partage d'expérience et de l'animation de groupes de réflexion. En 2022, deux temps forts ont marqué l'année :

En juin, le pôle REX a participé à la plénière des ETI innovation animée par la direction de la Diplomatie économique du MEAE. Cette rencontre, tenue à l'occasion de la présence en France de plusieurs ETI pour le salon VivaTech à Paris, fait partie d'une dynamique plus large d'animation de ce réseau en pleine croissance.

En novembre, l'experte technique internationale positionnée en Afrique du Sud auprès du Digital Content Hub, **Erika Denis**, a porté l'initiative d'un *showcase* organisé à Paris avec des acteurs sud-africains, africains et français des industries culturelles et créatives. Une partie de l'équipe du pôle REX s'est mobilisée pour recevoir l'événement au siège d'Expertise France et contribuer ainsi à sa belle réussite !

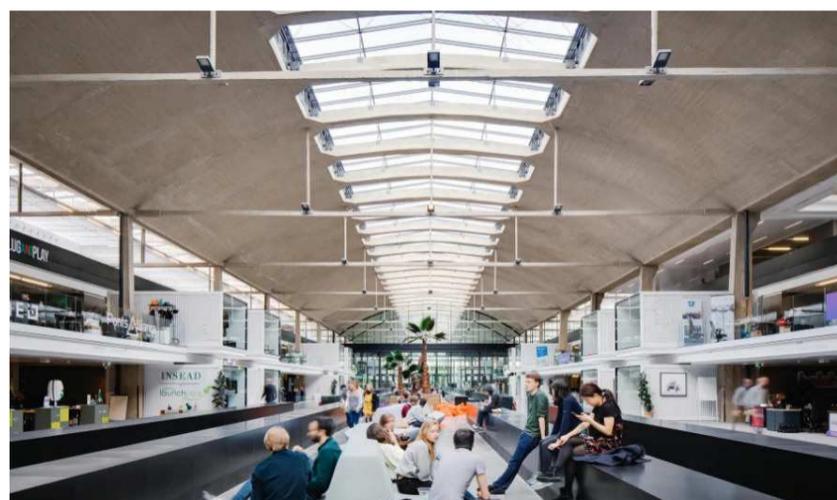
Aurélie Colladon

## Réunion des ETI et des Attachés du MEAE sur les innovations technologiques en marge du salon VivaTech

Juin 2022

A l'occasion de la présence en France de plusieurs ETI pour le salon VivaTech à Paris du 15 au 18 juin 2022, le pôle REX a participé à la rencontre entre des ETI et des Attachés Innovation en Ambassade animée par Jeremy EL KHATIB, rédacteur Innovation et Raphaëlle SANANES, chargée de mission de la direction de la Diplomatie économique du MEAE. Tous les ETI et les Attachés Innovation du MEAE ont pu participer, en présentiel ou à distance, à cette rencontre afin de **donner corps à un réseau en pleine croissance**.

Plus de deux heures d'échange ont permis de discuter des différentes actions menées pour **renforcer les liens entre la French Tech, grand mouvement français de startups, et les écosystèmes d'accueil**. Chacun a partagé des projets inspirants et répliquables, notamment autour de la **place des femmes dans la Tech** et de l'accroissement de la **visibilité des startups françaises**. Un focus a également pu être fait sur la Mission French Tech avec Stéphane LOURIMI, chef de projet FrenchTech 2030.



Virginie Leroy, Directrice adjointe du département Solutions de Développement, AFD, Aurélien Lechevallier, Directeur Général de la mondialisation, de la culture, de l'éducation et du développement international, Jérémie Pellet, Directeur général, EF

## Déplacement au siège d'Expertise France du Cluster d'industries culturelles et créatives sud-africain : une collaboration fructueuse portée par Erika Denis, ETI en Afrique du Sud

Novembre 2022

Le hub est un point de rencontre entre les porteurs de projets à l'origine d'une initiative s'appuyant sur le numérique et une équipe qui puisse aider au développement du projet jusqu'à sa maturation. C'est une initiative de l'Université de Witwatersrand qui attire des partenaires publics et privés sud-africains mais également étrangers comme l'Agence française de développement (AFD) qui s'engage à investir financièrement dans le Tshimologong Precinct.

Dans le cadre d'un partenariat entre l'Afrique du Sud et la France, les membres du cluster se sont déplacés au siège d'Expertise France à Paris pour rencontrer les partenaires actuels et futurs, et présenter les réalisations et les perspectives de développement. **Depuis sa création, le hub allie expertises françaises et sud-africaines** pour répondre aux besoins grandissant des marchés sud-africains et africains en termes de développement de compétences, d'incubation d'entreprises, de production de contenus et d'accès aux marchés.

L'AFD, en tant qu'opérateur du MEAE, a investi 950 000 euros pour lancer le hub en 2018, puis 450 000 euros supplémentaires en 2022. A ce financement s'ajoutent près d'1,15 million d'euros de fonds publics et privés levés par le hub ces cinq dernières années, en grande partie en Afrique du Sud.

### Experts ICC déployés

9

au 31/12/2022

Le 21 novembre dernier, une soixantaine d'acteurs publics et privés français des industries culturelles et créatives ont participé à l'événement organisé par le hub au siège d'Expertise France. Cette initiative témoigne du **dynamisme et du renouveau des échanges entre le continent africain et la France** dans les secteurs des industries culturelles et créatives.

# Renforcer les synergies entre les experts

## Création d'un groupe de travail sur l'éducation et la formation professionnelle



L'initiative des réunions REX/CHDS s'est construite naturellement et progressivement en lien avec les thématiques suivies par l'unité du continuum éducatif, les ETI déployés dans les champs de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle. Cette initiative répondait à un double objectif : **créer un cadre de dialogue régulier professionnel sectoriel entre Expertise France, les ETI et les experts** à travers des échanges d'informations ; créer par ce biais **un embryon de réseau professionnel d'experts**.

Le volume important du portefeuille du pôle REX sur la thématique éducation a permis de faciliter l'organisation et la mobilisation de ces premières rencontres thématiques et **réunir les ETI. Un rendez-vous auquel ils ont su répondre très massivement présents.**

De mon point de vue, c'est une initiative qui mérite d'être renouvelée car elle présente l'avantage de **renforcer les synergies avec le département Capital humain et Développement social et de créer un sentiment d'appartenance sur un champ d'expertise d'une part et à Expertise France d'autre part.**

Elle répond enfin à une demande des ETI d'établir **plus de contact avec le siège**, de pouvoir établir un lien opérationnel sur les missions et créer un vivier d'experts qui s'inscrivent dans un groupe thématique, leur permettant de pouvoir **confronter les problématiques qu'ils rencontrent sur le terrain.**

**Massia Diomande**, Chargée de projets  
Unité Continuum éducatif, Culture et Communication

## Première réunion entre le Pôle REX et le département Capital humain et Développement social (CHDS) Mai 2022

A l'initiative du Pôle Relations experts, un groupe de travail « éducation » a été créé avec le département CHDS, afin de renforcer la cohérence et la communication entre les nombreux projets et dispositifs mis en œuvre par Expertise France dans ce secteur clé de la coopération internationale. Le groupe de travail a deux principaux objectifs : **instaurer un cadre de dialogue régulier sectoriel** entre les équipes du siège d'Expertise France, les ETI et les experts déployés dans le cadre de projet du département CHDS ; **renforcer le réseau des experts** en facilitant l'échange d'information.

A l'issue de la première réunion, les 94 participants se sont répartis en trois sous-groupes de travail sur les thématiques prioritaires de la coopération française en matière d'éducation : « **éducation de base** », « **formation professionnelle** » et « **enseignement supérieur et recherche** ». Les équipes du siège pourront ainsi partager avec les experts sur le terrain des informations sur : les projets en cours de développement ; les besoins de mobilisation d'expertise internationale, régionale, locale en lien avec les développements en cours et les perspectives ; le dialogue avec les bailleurs de fonds et les opérateurs ; l'actualité pertinente sur Expertise France.

En retour, les experts communiqueront davantage d'information aux équipes du siège sur les sujets suivants : **les politiques publiques éducatives** des pays de mission ; **l'environnement et les acteurs** de la coopération internationale ; **les perspectives de projets** dont ils auraient connaissance. De nouveaux ateliers seront organisés afin de renforcer le réseau et le partage d'information.

## Experts Education et Formation déployés

**57**

au 31/12/2022

## La newsletter mensuelle Un outil au service des experts



« La Newsletter du pôle Relations experts, créée à la fin de l'année 2021, a pour principal objectif la diffusion des offres à pourvoir. L'outil est monté en puissance en 2022, avec une liste de diffusion qui

atteint près de 2000 personnes et un lien plus fort avec les chantiers engagés au sein du Pôle, concernant notamment :

- **les réseaux**, avec un élargissement de notre diffusion auprès de nouveaux réseaux de professionnels, d'établissements de formation, d'alumni ...
- **les viviers**, avec une transmission à l'ensemble de nos experts, aux anciens experts et aux candidats ;
- **l'animation**, avec la valorisation des initiatives du Pôle en lien avec nos partenaires (par exemple les réunions des ETI déployés dans le domaine de la santé ou de l'innovation technologique) et/ou celles de nos ETI (comme l'événement organisé à Paris par le Digital Content Hub, cluster d'industries culturelles et créatives sud-africain).

**J'apprécie particulièrement dans cet exercice la valorisation des actions du Pôle et la valorisation des missions des ETI. »**

**Alicia Lecompre**, Chargée de projets  
Unité Continuum éducatif, Culture et Communication

# La mission du département CBME à Rome

Novembre 2022

L'accompagnement et le suivi des missions et l'animation du réseau sont des éléments essentiels de la mission du Pôle au sein du département CBME.

Si ces activités sont le plus souvent accomplies à distance, depuis Paris, la mission du Directeur de département et d'une Coordinatrice d'unité à Rome est révélatrice d'une volonté **d'accroître notre présence auprès des experts dans leur environnement institutionnel.**

Une mission du département Coopération bilatérale et Mobilisation de l'expertise (CBME) d'Expertise France s'est tenue à Rome en novembre 2022, à laquelle ont participé **Antonin Cœur-Bizot, Directeur du département, et Inès Schmitt, coordinatrice de l'unité santé et développement durable du pôle Relations experts.**

Cette mission s'est inscrite dans le cadre du **suivi, de la mise en œuvre et de l'animation du dispositif d'ETI.** Le pôle REX a en gestion dix postes d'ETI auprès des organisations onusiennes à Rome, dont six auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (**FAO**), deux auprès du Fonds international pour le développement agricole (**FIDA**) et deux au sein du Programme alimentaire mondial (**PAM**).

Lors de son déplacement, la mission CBME a ainsi pu rencontrer plusieurs des ETI déployés à Rome : au PAM, **Véronique Sauvat**, experte Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire et **Domitille**

**Kauffmann**, Conseillère de programme ; à la FAO, **Marie-Christine Monnier**, experte auprès de l'Observatoire des Agricultures du monde ; **Antoine Hochet**, expert senior en gouvernance foncière et **Gilles Martin**, Conseiller Action extérieure des collectivités territoriales ; au FIDA, **Maxime Thibon**, expert en charge du suivi de la mise en œuvre de l'accélérateur pour la Grande Muraille Verte.

A cette occasion les experts ont souligné leur **intérêt du lien avec le réseau institutionnel français à l'étranger**, ainsi que **l'enjeu et l'importance pour le gouvernement français de mettre à disposition des experts auprès de ces organisations multilatérales.**

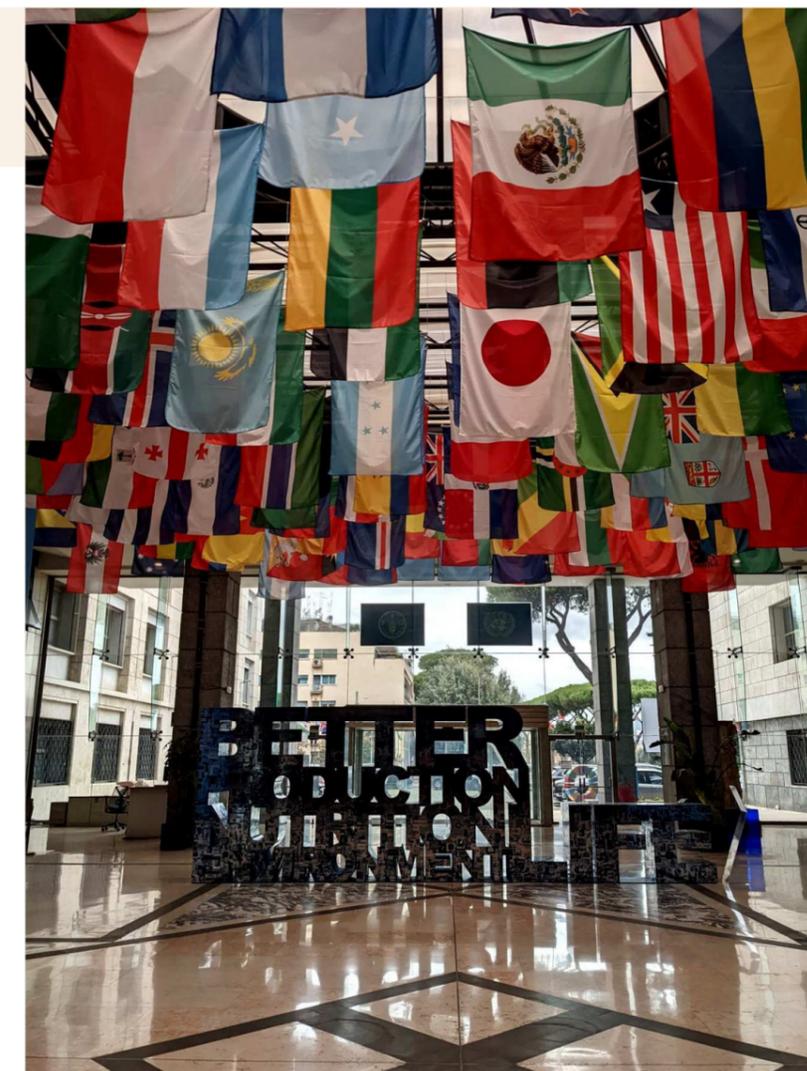
Des pistes ont pu être envisagées pour pallier les éventuelles difficultés rencontrées par les experts, pour **faciliter l'exécution de leur mission, leur mise en réseau et leur intégration au sein de leur institution bénéficiaire.**

Par ailleurs, la mission CBME a profité de sa visite à Rome pour faire l'état des lieux du dispositif ETI avec ses interlocuteurs à la **Représentation permanente auprès des organisations romaines**, en particulier **Michel Lévêque**, Conseiller agricole et sécurité alimentaire, et **Sylvain Fournel**, Représentant permanent adjoint, en charge du PAM et du FIDA ainsi que de la gestion de l'Ambassade.

Des axes de travail ont été identifiés, afin de **faciliter le processus de sélection et de déploiement des ETI, renforcer l'animation de cette communauté d'experts** en lien avec ceux déployés par le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, ainsi que leur appartenance au réseau institutionnel français à l'étranger.

Un dialogue s'est également tenu aussi bien avec la **direction, les référents fonctionnels des ETI et les ressources humaines de ces trois structures bénéficiaires**, qui sont les uns comme les autres des maillons essentiels à la réussite de ces mises à disposition d'expertise technique internationale par la France. Les partenaires ont ainsi pu évoquer certains défis et faire un retour d'expérience par rapport à leur appréhension du dispositif ETI géré par Expertise France.

En somme, cette visite à Rome de la mission CBME a été riche d'échanges et de perspectives de travail avec les trinômes (ETI, structure bénéficiaire, représentation de la France à l'étranger), qui sont au cœur de ce dispositif.



« Les retombées de cette mission se sont avérées plus que positives. En effet, il m'apparaît qu'elle a permis **de mieux connaître et saisir la réalité des missions des experts techniques internationaux en poste à Rome**, de renforcer leur sentiment d'appartenance à Expertise France et plus généralement à l'équipe France, et de surcroît **de faciliter les relations avec nos interlocuteurs privilégiés à la Représentation permanente de la France et au sein des organisations onusiennes en Italie bénéficiaires de l'expertise technique française.** »

**Inès Schmitt**, Coordinatrice d'unité Santé et Développement durable



# Première édition des Journées de l'expertise technique internationale

## Les ETI au cœur du dispositif français de coopération et d'influence

30 et 31 août 2022

La première édition des Journées des « ETI » a été l'occasion de réunir à Paris un grand nombre des experts déployés par Expertise France. Ce sont autant d'experts d'influence, d'assistants à la maîtrise d'ouvrage ou de responsables de projets de coopération et de programmes de recherche qui ont participé à ces moments d'échanges.

Ce temps de rencontre et d'échange a permis d'apporter un éclairage sur les ambitions et les attentes spécifiques des commanditaires concernant leurs dispositifs respectifs. Au cours de discussions formelles et informelles, nous avons aussi souhaité donner la parole aux experts et ouvrir la discussion sur les conditions de réalisation de leur mission, sur la base de leur expérience et de leur proximité avec les structures partenaires.

Penser ensemble les défis du monde d'aujourd'hui et de demain c'est aussi améliorer la qualité de l'expertise internationale. Les Journées des ETI ont proposé une réflexion fondée sur ce qui fait la spécificité de notre réseau sur le terrain. Fort d'une grande transversalité dans ses missions, le maillage du réseau d'expertise internationale couvre toutes les thématiques, dans toutes les géographies.

Acteurs clés de la diplomatie d'influence française, les ETI offrent une grande proximité avec les partenaires et une capacité à connaître leurs points de vue. Ce positionnement exceptionnel, animé et géré par Expertise France, entend répondre aux ambitions d'influence françaises.



### Un temps d'échange et de proximité entre les équipes du pôle REX et les experts

Arrivée au Pôle REX en juillet 2022, mon portefeuille contient depuis lors une cinquantaine d'experts. Ils relèvent de différentes thématiques (éducation, gouvernance ou santé) et sont en mission dans différentes régions du monde (Europe, Afrique et Asie). **Le travail d'assistant de projets est réellement un travail de proximité**, car nos tâches touchent directement à la vie personnelle des experts (déplacement en famille, remboursement des frais de logement et de scolarité, etc.).

Nous nous efforçons de limiter les problématiques administratives et financières qui peuvent rapidement devenir pesantes lorsqu'on est en expatria-

tion. Nous sommes donc **dans une démarche d'amélioration continue de nos méthodes et outils**. Cette expérience est enrichissante, car nous suivons de près des missions d'expertise très techniques qui permettent d'apporter des solutions sur des sujets très variés dans diverses parties du monde.

Les Journées des ETI nous permettent de rencontrer **les experts avec qui nous travaillons au quotidien**. Cela permet de renforcer la proximité et de **mieux travailler ensemble**.

**Gaëlle Ouabouabele**  
Assistante de projets



« En tant qu'assistante de projets, j'entretiens **un contact direct avec les experts** en les appuyant dans la gestion financière, logistique et administrative de leur mission. Ce lien fait partie de l'échange entre le siège et le terrain. A l'écoute, nous nous efforçons de **trouver des solutions répondant aux besoins** et facilitant le quotidien des experts.

Ce travail nécessite de collaborer avec différents services de l'agence sur les aspects de comptabilité et de sûreté, afin qu'ils puissent prendre en compte les spécificités du dispositif ETI. **Les Journées des ETI sont l'occasion de rencontrer les experts**, parfois pour la première fois. Cela facilite la collaboration et permet de **donner plus de sens au suivi des missions.** »

**Thu-Phuong Nguyen**  
Assistante de projets

## Le rôle et la place des ETI dans le réseau français de coopération et d'influence

La table ronde d'ouverture rassemblait autour de **Rima Le Coguic**, Directrice générale adjointe en charge des opérations d'Expertise France, les représentants des trois principaux commanditaires de ce réseau (**MEAE, MEFR, AFD**), **Madame Drita Abdiu-Halili**, Secrétaire d'Etat à l'Intégration européenne de Macédoine du Nord, et **Laurence Coste**, juriste spécialiste en développement au sein de la Banque mondiale, ancienne experte technique internationale au sein de cette même institution. Rima Le Coguic a interrogé les intervenants sur les attentes des commanditaires, la plus-value du réseau des ETI et les moyens de développer les synergies entre acteurs français.



**Philippe Lacoste**, Directeur du Développement durable à la Direction générale de la Mondialisation du MEAE s'est adressé aux ETI : « ***Vous êtes un pilier majeur de notre politique de solidarité internationale*** », rappelant leur rôle auprès des institutions partenaires qu'ils contribuent à renforcer. Dans un contexte de coopération de plus en plus concurrentiel, « ***l'augmentation des moyens permet de maintenir les effectifs dans les zones prioritaires et d'investir de nouvelles géographies comme la zone indopacifique*** ». Pour cela, il nous fallait convaincre nos partenaires, faire la preuve de notre crédibilité et de la plus-value de notre offre de coopération par rapport à celle de nos concurrents.

« En rythme de croisière, nous disposerons d'une quarantaine d'ETI. Ils apporteront un soutien à l'export et à l'internationalisation des entreprises françaises. **Leur présence permettra l'émergence de projets ambitieux au bénéfice des partenaires** et favorisera la coopération avec des acteurs économiques français. »

**Paul Teboul,**

Sous-directeur du Financement international des entreprises à la DGT

**Madame la Ministre Drita Abdiu-Halili**, qui collabore depuis 2021 avec l'ETI Solange Maslowski, a souligné l'importance de cet appui et la qualité du travail avec notre experte. Dans un environnement concurrentiel, elle a insisté sur l'importance de la présence de la France pour les valeurs qu'elle porte et pour le rôle qu'elle joue au sein de l'Union européenne.

Elle s'est félicitée des avancées réalisées par son pays dans le processus d'intégration, une priorité renforcée dans le contexte actuel de la région. Madame le Ministre a souhaité insister sur le caractère réciproque de la relation de coopération.

La compréhension de notre dispositif ne saurait être complète sans le point de vue de ceux qui en sont les principaux acteurs, les experts eux-mêmes.

De son expérience de quatre années au sein d'une organisation internationale dotée d'une culture institutionnelle très forte, **Laurence Coste** a insisté sur l'importance de permettre la meilleure intégration possible. Le positionnement des ETI n'est pas toujours immédiatement compris, c'est à eux qu'il revient de faire leur place.

En conclusion, **Rima Le Coguic** a insisté sur l'importance de la bonne intégration des experts au réseau de coopération et d'influence sur le terrain et à Paris et sur l'impérieuse nécessité de renforcer les synergies possibles entre tous les acteurs dans un souci d'efficacité et de cohérence. Elle a souligné son accord avec **Madame Abdiu-Halili** sur la réciprocité de la coopération. **Il nous faut apprendre à apprendre des autres !**

La présence des experts est également un excellent moyen de découvrir et de valoriser les réponses, les pratiques et les solutions développées par les partenaires.

« **Le rôle que vous jouez est essentiel, vous avez une très fine connaissance du terrain, votre expertise est riche pour nous. Nous devons donc tâcher de bien nous connaître et travailler ensemble pour articuler nos projets avec les missions qui sont les vôtres** ».

**Cassilde Brenière**

Adjointe au Directeur exécutif  
Solutions développement durable de l'AFD

L'expérience et les compétences sont déterminantes pour assoir la légitimité de l'expert mais le soutien du réseau français est aussi un facteur important. Ce positionnement particulier est un avantage s'il est assumé et si l'intégration est réussie : il peut permettre de s'extraire de contraintes institutionnelles et ouvrir à davantage de transversalité.



## L'influence, de l'ambition partagée à la réalité des experts sur le terrain !

Le débat animé par **Marc Hecker**, Directeur des Recherches et de la Valorisation de l'Institut français des Relations internationales (IFRI), avait pour objet de **penser la participation des ETI à l'effort global de coopération et d'influence**. Il s'agissait aussi de mettre en perspective les objectifs de notre politique internationale et les réalités de l'action de nos experts au sein des institutions qu'ils servent.

A partir d'un constat lucide sur l'évolution des relations internationales dans le monde, **la feuille de route de l'influence du MEAE fixe une ambition forte pour l'ensemble du réseau de coopération et d'influence français**. Si notre pays dispose d'atouts majeurs pour faire valoir ses intérêts, il doit s'adapter à un monde en mutation marqué par l'émergence de nouvelles puissances et le retour d'une forme de « brutalité » dans les rapports de force entre les Etats. Parmi les moyens au service d'une diplomatie résolument conquérante, le réseau des ETI mis à disposition d'administrations étrangères ou auprès d'organisations internationales est assurément un « relais d'influence important ».

**Manuel Lafont Rapnouil**, Directeur du CAPS, a présenté la feuille de route de l'influence du MEAE et ses objectifs : celle-ci était destinée à **adapter la stratégie française aux nouvelles réalités** des relations internationales essentiellement marquées par des formes d'influence plus agressives, mêlant de plus en plus dans une approche unique ce qu'il était auparavant opportun de qualifier de « hard » et de « soft » power. **Les ETI, porteurs de solutions et vecteurs d'influence**, se déploient dans ces contextes de concurrence qui confrontent des systèmes de valeurs et de normes plus ou moins éloignés des nôtres.

**Serge Allou**, Conseiller technique auprès des cités et gouvernements locaux unis (CGLU) en Espagne, a regretté que la feuille de route de l'influence reste peu connue. Tout en soulignant la grande qualité des ambitions posées, il a rappelé **l'importance de nouvelles alliances régionales et mondiales qui mobilisent des acteurs indépendants des logiques étatiques**. Après quatre années de mission, il constate qu'au fil du temps, son positionnement lui a offert certaines libertés au sein de l'institution. Il a insisté sur **la relation de confiance qu'il est indispensable de construire**. Si celle-ci était d'abord conditionnée par la qualité de l'expertise, la passion, l'esprit de solidarité et la sincérité devaient avant tout guider l'action des coopérants.

**Eric Samy**, expert auprès du siège de l'ASEAN en Indonésie, est revenu sur son parcours d'intégration auprès d'une institution qui, habituellement, ne reçoit que des experts en lien avec des projets et des programmes. Si sa posture de conseiller, nouvelle pour l'institution, a pu rendre son installation moins aisée dans un premier temps, il en tire aujourd'hui un bilan très positif. En effet, **les relations construites avec le temps au plus haut niveau lui permettent de jouer le rôle d'interface et de relais** attendu de lui auprès de l'institution, en relation avec **l'ensemble des acteurs du réseau français**.

### Débat : « Face au dérèglement climatique, un réseau au service de la transition »

En bénéficiant d'une formation sur les défis écologiques et les bonnes pratiques, les experts pourraient renforcer leur connaissance de ces problématiques et répondre aux engagements de savoir-être et d'exemplarité inhérents à leurs fonctions, tout en faisant valoir les engagements de la France en matière d'écologie.

26



### Atelier : « Intervenir dans des contextes de crise »

Dans les pays, régions ou zones en crise, l'appui des ambassades est essentiel pour assurer la cohérence de l'action en « équipe France » et la bonne information sur l'évolution du contexte sécuritaire. Lorsque la relation bilatérale se dégrade, il peut toutefois être recommandé d'être plus indépendant des ambassades.

**Salvatore Pappalardo** est revenu sur le positionnement spécifique des ETI, ce qu'il implique, sa plus-value et son « potentiel ». La double allégeance des experts à l'organisme d'accueil et au réseau français de coopération nécessite des talents « d'équilibriste », agilité et adaptation. Une posture qui suppose de « savoir écouter » mais aussi « d'être écouté ». L'expert est une « ressource » de par sa capacité à comprendre nos partenaires, les jeux d'acteurs qui les animent, leurs solutions et leurs approches. L'expert a aussi besoin des « ressources » du réseau pour agir. Dans tous les cas, éviter l'« isolement », faciliter l'intégration et la « coordination » avec les acteurs de l'équipe France. Les ETI doivent être intégrés « au réseau » de coopération et d'influence qui doit faciliter l'échange d'information, et travailler « en réseau », développer **l'entraide et la solidarité !**

### Atelier : « Face à une crise majeure des apprentissages, penser ensemble les enjeux de la qualité, agir sur la transition des systèmes éducatifs »

Au sein d'un environnement institutionnel complexe, il est important de trouver l'équilibre grâce à des appuis, au sein des ambassades notamment. Les ETI devraient être capables, après une période d'observation du contexte et en partenariat avec le bénéficiaire et le SCAC, d'ajuster leur positionnement pour mieux répondre aux besoins des partenaires.

27

## Clôture des Journées

Jérémie Pellet, Directeur général d'Expertise France, et Cyrille Pierre, Directeur général adjoint de la Mondialisation, de la Culture, de l'Enseignement et du Développement international au MEAE, ont conclu ces deux journées.

Jérémie Pellet s'est félicité de l'organisation et du succès de cette première édition, qui a de toute évidence permis de « créer du lien, de faciliter les échanges et de valoriser le réseau ». Prenant date, il a apporté son soutien à l'organisation de la deuxième édition des Journées en 2023.

Cette première édition a permis de mesurer « le besoin vital d'animation du dispositif » pour lequel Expertise France est pleinement engagée. Il a appelé à une meilleure intégration des experts au sein du réseau de coopération et d'influence français et ce dès la préparation au départ.

Inscrivant, dès leur première édition, les Journées des ETI dans le calendrier des grands rendez-vous annuels du réseau (conférence des Ambassadeurs, rencontres des Instituts français, estivales et hivernales de l'AFD, etc.), Cyrille Pierre a tenu à rappeler

l'importance de l'expertise technique pour le MEAE : « vous incarnez ce lien humain si important, des valeurs et de l'expertise, dans un monde où la coopération n'est pas pratiquée de la même manière par tous les pays ». En rappelant les évolutions de l'assistance technique depuis la moitié du XXème siècle, il s'est surtout attaché à mettre en évidence le renouveau et le dynamisme du dispositif tel qu'il se déploie désormais. Un réseau piloté par le MEAE de manière stratégique, sur la base d'objectifs clarifiés et en associant l'ensemble des services et les ambassades le plus en amont possible.

« Nous sommes dans un nouveau temps de l'expertise » où il ne s'agit plus d'imposer des modèles ou de se substituer à des bénéficiaires, une forme d'expertise « hybride », fondée sur le partenariat et la réciprocité des échanges.



### Débat « La présence française au sein des organisations internationales »

Il est souvent difficile de déployer une expertise française dans des organisations très influencées par la culture anglo-saxonne et où la compétition est accentuée par l'arrivée d'un nombre croissant d'experts venus de pays émergents. La bonne intégration des ETI à la stratégie française permet d'être plus efficace et de mieux se positionner.



« J'ai pris mes fonctions en septembre 2022 et ai été conviée à la première édition des Journées des ETI pour rencontrer l'équipe et me familiariser avec le dispositif.

J'ai assisté au débat sur le rôle d'influence des ETI présenté conjointement par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et Expertise France. On y évoquait notamment le positionnement des ETI, qui incarnent une nouvelle forme de diplomatie française.

L'atelier dédié aux nouveaux partants, c'est-à-dire aux experts qui arrivent à la fin du processus de recrutement et s'apprêtent à être déployés sur le terrain, a également retenu mon attention. Les nouveaux partants ont pu y poser des questions et évoquer différentes étapes du processus (comme la contractualisation, la demande de passeport de service), qui m'ont aidé à mieux comprendre le rôle des chargés et assistantes de projets de REX.

Les Journées étaient une excellente opportunité de découvrir le Pôle ! »

Eléa Larribe, Chargée de projets  
Unité Gouvernance



# 3 - Le positionnement spécifique des ETI

Le renouveau du réseau de l'expertise technique internationale française, piloté par le MEAE et par la DGT dans le secteur de l'influence économique, représente un véritable défi. Progressivement, déployés selon la programmation stratégique élaborée par le MEAE, les experts sont dorénavant investis d'une mission d'influence assumée. En ce sens, **leur ancrage au réseau de coopération et d'action diplomatique est essentiel**, il constitue une condition nécessaire et indispensable au succès de leur mission.

Les experts de notre réseau agissent **au service de leur organisme d'accueil dans le cadre d'une mission** préalablement **définie par nos commanditaires**, le MEAE et la DGT, dans le cadre d'un dialogue avec leurs partenaires. Par la proximité et la relation de confiance qu'il permet de développer, **ce positionnement spécifique présente un intérêt majeur pour le réseau de coopération et d'influence français**.

Les ETI travaillent quotidiennement pour et avec ces mêmes partenaires, ils en connaissent les contraintes, **ils apprennent à décoder les jeux d'acteurs et les dynamiques qui les animent** et connaissent leurs difficultés. Mais ils sont aussi **les témoins de leur créativité, de leur ingéniosité** chaque fois qu'ils proposent **des solutions innovantes** davantage adaptées à leur situation.

Chaque mission est une mission spécifique qui mérite d'être observée au regard de son contexte particulier, du secteur et de la géographie dans lesquels elle intervient, du niveau de la présence française, des spécificités de l'organisme qui l'accueille et du positionnement de l'ETI au sein de celle-ci, de son profil, etc. Autant de raisons qui rendent impossible la conception d'un modèle unique et qui obligent **chacun des acteurs, l'ETI, les services de l'Ambassade, le pôle REX à s'adapter en fonction en s'attachant à jouer son rôle pour le bien de la mission**.

« La Conseillère de Coopération et d'Action culturelle (COCAC), Directrice de l'Institut français du Togo, est en charge du pilotage stratégique et de la mise en œuvre de notre coopération civile avec le Togo, en lien avec les autres services du Poste et les opérateurs publics français dont le groupe AFD/EF.

Les grandes priorités de ce partenariat renouvelé sont mises en lumière dans **le plan d'action de l'Ambassade** et notre intervention s'inscrit dans le cadre de notre **programmation conjointe européenne** qui est effective et dynamique eu égard à l'équipe Europe au Togo. Ce partenariat trouve tout son sens dans notre action portée par les grandes priorités de la **feuille de route 2025 de l'Etat togolais**.

Un des axes forts de notre partenariat réside dans l'appui au processus de décentralisation

initié il y a quelques années par le gouvernement togolais.

Le positionnement d'un ETI auprès du Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires (MATDDT), est **un atout considérable pour notre relation bilatérale qui s'en trouve densifiée et démultipliée** aussi les possibilités de synergies avec les autres PTF actifs.

L'exemple de Christophe Peyron, ETI expérimenté et reconnu dans son secteur pour son savoir-faire et être, familier de notre réseau de coopération et d'action culturelle et de notre diplomatie d'influence, représente ainsi **une force pour notre action partenariale**.

Son professionnalisme et sa capacité à agir efficacement et « en confiance » auprès du

MATDDT, au cœur de l'écosystème togolais de la décentralisation et en lien étroit avec l'équipe France élargie, vient renforcer notre partenariat renouvelé au Togo, lequel se trouve incarné par **une action quotidienne à forte valeur ajoutée pour notre partenaire, contribuant ainsi à l'atteinte de ses objectifs propres**, et très précieuse en termes de coordination et mobilisation de nouveaux acteurs français, comme ce fut le cas par exemple du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

Cette expérience pour une COCAC est très bénéfique puisqu'elle permet **d'associer mieux et plus les acteurs publics français à notre stratégie** dans les pays prioritaires.

**Myriam HABIL**  
Conseillère de Coopération et d'Action culturelle  
Directrice de l'Institut français du Togo

La présence des ETI auprès de nos partenaires sur le terrain et au sein des organisations internationales est essentielle. La création des postes, validée par le Comité ETI, répond aux objectifs stratégiques fixés par le Ministère concernant les secteurs d'intervention et les géographies ciblées. Dans la plus grande majorité des cas, les Ambassades et les Représentations en sont à l'origine dans le cadre du dialogue qu'elles développent avec leurs partenaires. La concertation avec les futurs organismes d'accueil est déterminante, elle permet de fixer le cadre de la future mission et les modalités d'intégration du futur expert. Elle inscrit l'intervention de nos experts dans une perspective plus large de coopération, de proximité et de confiance mutuelle.



« Ayant été expatriée dans le milieu de la coopération internationale durant plusieurs années, c'est naturellement qu'à mon retour en

France j'ai souhaité intégrer l'Agence et le pôle Relations experts. Pendant plus de deux ans, j'ai recruté et suivi les missions d'ETI travaillant sur les sujets de développement durable et de santé dans différentes géographies. J'ai pu vivre en 2022 l'évolution importante de l'équipe et du volume d'activité du Pôle, due à l'augmentation de la commande publique et au développement de nouvelles formes de collaboration avec des partenaires.

Dans le cadre de mes fonctions, j'ai été en charge de mettre en place **la première équipe d'Assistants à Maîtrise d'ouvrage (AMO/AFD) consacrée à l'utilisation durable des terres en République du Congo**. Une expérience enrichissante qui a contribué au développement de nouvelles capacités au sein du Pôle. »

**Elise Morel**, Chargée de projets  
Unité Santé et Développement durable

# Mis à disposition d'un organisme d'accueil dans le cadre d'une mission pour le compte d'un commanditaire !

## Première boussole



L'expert est **mis à disposition** d'un organisme d'accueil dans le cadre d'une **mission**

Son action est prioritairement observée au regard des attentes de l'organisme qui l'accueille et des objectifs de sa mission

## Deuxième boussole

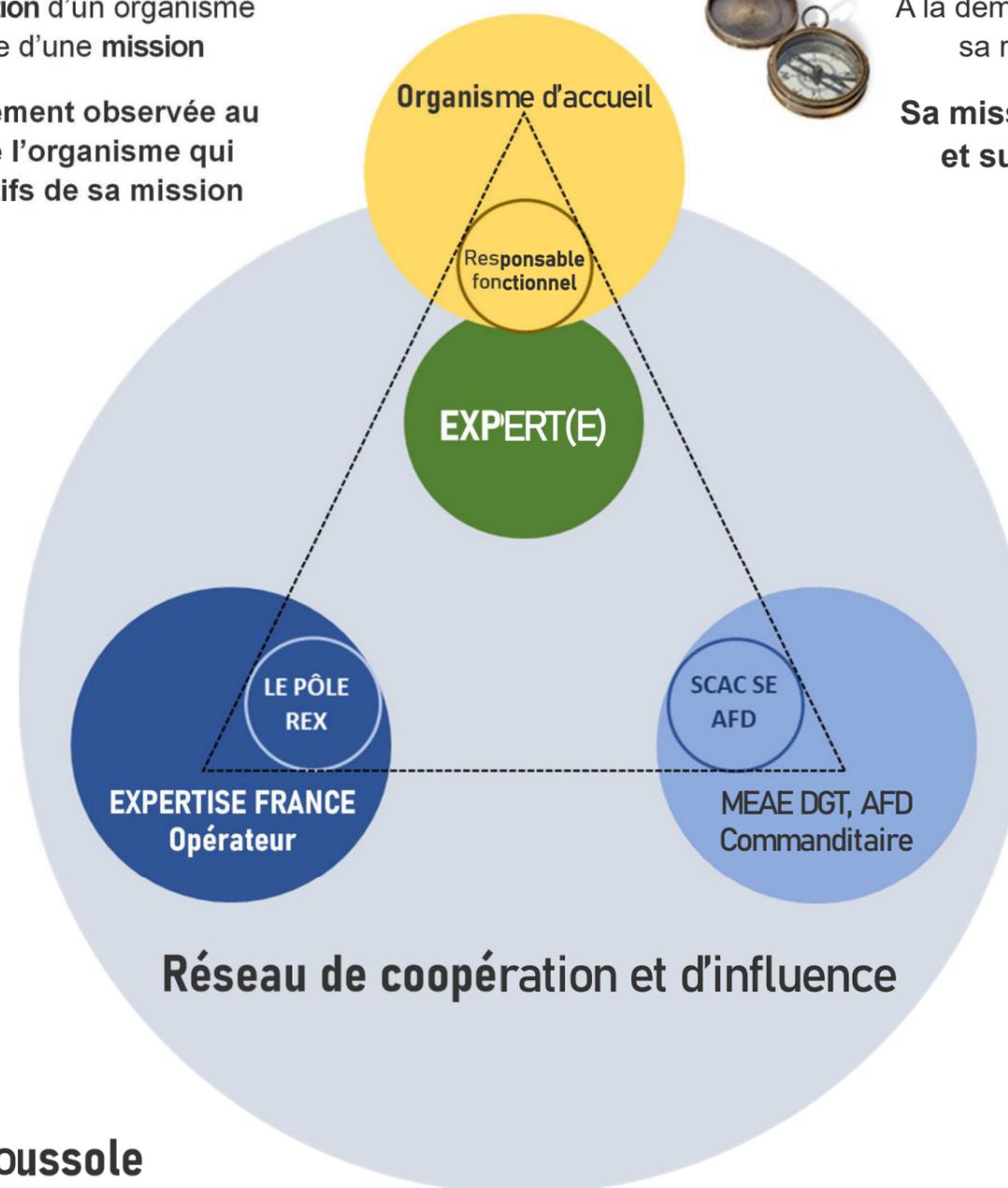


A la demande d'un **commanditaire** dans le cadre de sa relation avec l'organisme qui l'accueille

Sa mission est définie par le **commanditaire** et suivie par ses services sur le terrain

### L'expert(e)

- Agit en autonomie au service de son organisme d'accueil et dans le cadre de sa mission sous la responsabilité de son autorité de rattachement au sein de celle-ci.
- Rend compte de sa mission au commanditaire et le tient informé des événements importants. Il apporte une compréhension spécifique des enjeux en lien avec les perceptions et les points de vue des partenaires avec lesquels il est en proximité et avec lesquels il travaille au quotidien.
- Sous la responsabilité hiérarchique du pôle REX, rend compte de son activité à Expertise France qui communique ses rapports au commanditaire au niveau central.



### Le service référent

#### Ambassade ou Représentation

- Il est le plus souvent à l'origine de la création du poste qu'il a élaboré dans le cadre de sa relation de coopération avec l'organisme d'accueil.
- Il accompagne l'expert tout au long de sa mission en lien avec son organisme d'accueil. Avec les services centraux référents, il assure le suivi de l'expert, élément essentiel de sa stratégie de coopération.
- Il assure son ancrage au sein de réseau de coopération et d'influence, le tient informé et impliqué pour le renforcer dans son action.

#### Le pôle REX

- Il recrute l'expert et l'accompagne tout au long de sa mission.
- Il s'assure que celle-ci se déroule dans les meilleures conditions, en réponse aux attentes de l'organisme d'accueil, en conformité avec la mission qui lui a été assignée et au profit de l'action de coopération et d'influence de la France.
- Il anime la communauté d'experts techniques internationaux en lien avec les différents commanditaires et en fonction des besoins et des attentes exprimés par les experts.

## Troisième boussole



Dans le cadre de l'action de coopération et d'influence de la France

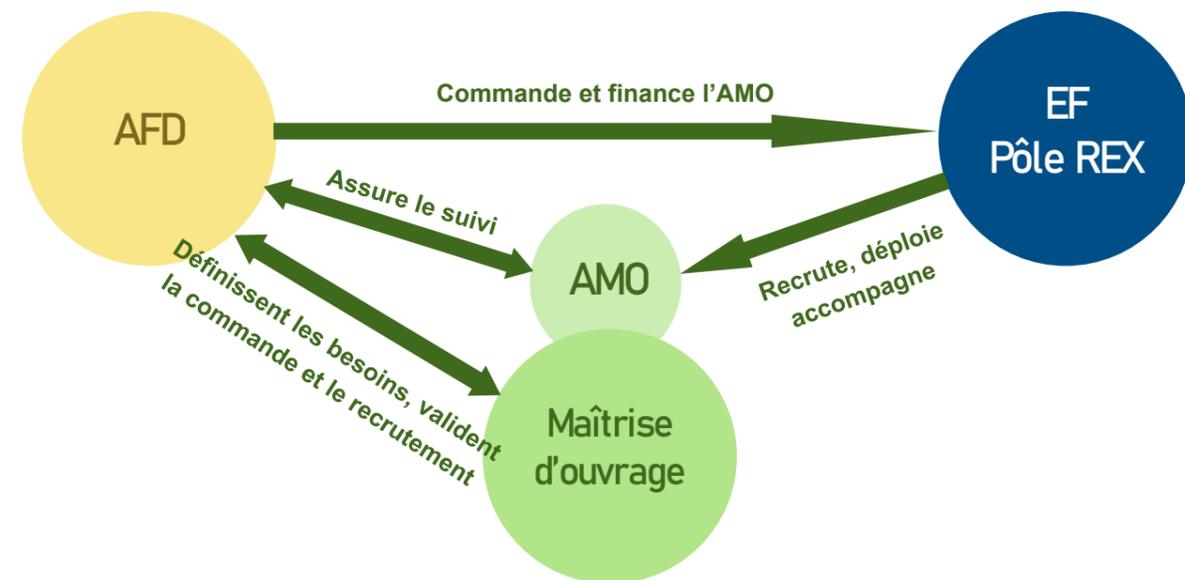
Elle s'inscrit dans le cadre global de l'action de la France et de son influence à l'étranger, défini et piloté par l'Ambassadeur

# Les Assistants à la Maîtrise d'ouvrage - AMO

## Une offre groupe en capacité de répondre aux attentes des maîtrises d'ouvrage, partenaires de l'AFD

La filialisation d'Expertise France au groupe AFD a été l'occasion de réfléchir le développement du pôle REX en lien avec le groupe, en réponse aux attentes de ses partenaires sur le terrain, conforme au savoir-faire du pôle REX et dans le cadre des prérogatives du département CBME.

Dans le cadre de projets ou programmes financés par l'AFD et mis en œuvre par les partenaires sur le terrain, le pôle se mobilise pour constituer, déployer et accompagner une équipe d'assistance autonome mise à la disposition de la Maîtrise d'ouvrage locale pour la soutenir et la renforcer.



## Un positionnement conforme aux savoir-faire du Pôle !

La définition de cette offre a été pensée de manière à s'inscrire clairement dans l'offre de service définie au sein du Département CBME, en cohérence avec le positionnement des ETI déjà déployés par le pôle REX à la demande de ses principaux commanditaires.

L'AMO est mise à la disposition de la Maîtrise d'ouvrage, sa mission est définie conjointement par le commanditaire, l'AFD et son partenaire, la Maîtrise d'ouvrage locale. L'AMO est placée sous l'autorité fonctionnelle de l'organisme qui l'accueille et sa mission est pilotée techniquement par les équipes de l'AFD. Le pôle REX assure le recrutement et le déploiement de l'AMO. Il l'accompagne tout au long de sa mission et s'assure que celle-ci se déroule dans les meilleures conditions pour l'ensemble des parties.

## Utilisation durable des terres (PUDT) en République du Congo

La finalité du programme d'utilisation durable des terres (PUDT) est de soutenir la République du Congo dans sa politique de diversification économique, visant à lutter contre la pauvreté et le changement climatique, en définissant et en mettant en œuvre une politique d'aménagement du territoire garantissant une utilisation durable des terres et des ressources naturelles. Il vise à assurer la mise en place et l'opérationnalisation d'une planification spatiale multisectorielle, inclusive, concertée et intégrée de gestion des terres, en vue de garantir une gestion durable des ressources naturelles et de préserver le patrimoine naturel exceptionnel de la République du Congo.

## Une équipe d'AMO commanditée par l'AFD, recrutée et déployée par le pôle REX

Sollicité à la fin du premier semestre 2022, le pôle REX a travaillé en lien avec les équipes de l'AFD pour concevoir et recruter une équipe d'Assistance à la Maîtrise d'ouvrage autonome conforme à ses attentes et aux besoins du projet. Celle-ci a pour objectif de renforcer durablement les capacités de la Maîtrise d'ouvrage à trois niveaux identifiés avec elle par les équipes de l'AFD.

**Un Assistant du Coordonnateur national du programme, chef de file de l'équipe.** Sous la supervision du Coordonnateur national, il appuie le Ministère en charge de l'Aménagement du territoire dans l'analyse des travaux réalisés pour permettre la conception des orientations stratégiques. Il conseille les ministères sectoriels dans l'identification et la mise en œuvre des réformes.

**Un Chargé d'appui à la gestion et la coordination globales du programme.** Il assiste le Coordonnateur national du programme dans la gestion globale et le suivi de la mise en œuvre du PUDT. Il s'assure du respect des procédures.

**Un Coordinateur indépendant en charge du suivi des sauvegardes environnementales et sociales et de l'engagement des parties prenantes (CISSES).** Il dispose d'une indépendance de moyens pour réaliser sa mission.

« Dans le cadre d'un programme mobilisant 6 institutions reconnues internationalement pour leurs concours à la préservation du capital naturel mondial, nous avons proposé au gouvernement de la République du Congo qu'Expertise France mette à disposition une expertise dédiée à la coordination de cet ambitieux processus de réformes sectorielles, plaçant au cœur des décisions d'aménagement du territoire rural le respect des droits humains et des peuples autochtones tout en considérant son inestimable patrimoine naturel. Expertise France a su trouver, avec diligence et efficacité, à travers son pôle REX, un cortège d'experts répondant aux attentes de notre partenaire étatique ».

**Mathieu AUGER SCHWARTZENBERG**

Responsable équipe projet

Division Agriculture, développement Rural et Biodiversité - AFD

## 4 - Des ETI, des missions !

Chaque expérience d'ETI est une expérience unique qui mérite d'être valorisée. Pour composer nos rapports annuels, nous sommes toujours confrontés à des choix difficiles pour sélectionner les missions qui y seront présentées.

Cette année, en lien avec le dossier sur le positionnement des ETI, notre premier choix s'est porté sur des missions pour lesquelles nous disposons de témoignages de nos partenaires, organismes d'accueil et/ou commanditaires.

Nous avons aussi souhaité porter une attention particulière sur l'intervention au sein des organisations internationales. Priorité de nos commanditaires, ces missions au positionnement particulier, représentent une part croissante de notre activité.

Enfin, l'évolution de notre réseau le conduit à agir dans une diversité exceptionnelle de secteurs qui peuvent relever de domaines traditionnels de notre coopération ou, à l'inverse, investissent des champs d'intervention nouveaux, jugés prioritaires.

### Aurélien DIRLER, Conseiller technique spécialisé dans les industries créatives et la politique culturelle à Taïwan

« Déployé depuis 2020 auprès de la présidence de l'Agence nationale des contenus créatifs de Taïwan (TAICCA), **mon travail consiste à contribuer à l'élaboration de politiques pour les industries culturelles et créatives** à une échelle nationale, à la mise en place de partenariats internationaux, à la conception de dispositifs de formation, d'incubation, de développement, de financement et de co-production, et à leur déploiement de manière complémentaire dans le cadre d'une stratégie globale et de long terme.

Dans le domaine du numérique, les actions menées ces dernières années ont produit des résultats significatifs et reconnus par l'ensemble de la filière : structuration de l'écosystème taiwanais et de la relation bilatérale avec la France, constitution d'une coalition nationale de créateurs et d'acteurs industriels, anticipation de tendances et accompagnement des autorités taiwanaises dans leurs prises de position stratégiques et des investissements de rupture, mise en place de mécanismes de soutien et de financement importants. **Ces initiatives et dispositifs ont permis à Taïwan de se positionner rapidement comme une puissance et un partenaire majeur sur la scène internationale**, le premier axe stratégique sur lequel je me suis concentré à mon arrivée.

Plus récemment, j'ai travaillé étroitement avec la première présidente de TAICCA, ancienne Vice-Ministre de la Culture et experte de l'audiovisuel public, à la définition d'une stratégie à 360 degrés pour la fiction télévisuelle : formation, aide au développement, financement, partenariats, stratégiques, co-production et exportation.

Celle-ci s'inscrivait dans la continuité de ce que nous avons fait pour le cinéma et conformément à la deuxième orientation stratégique définie avec l'agence qui vise à accompagner le positionnement de Taïwan comme un hub et partenaire de co-production incontournable en Asie.

Ces stratégies ont été développées **en dialogue constant avec les autorités françaises et ont mobilisé les partenaires français et européens**. La signature d'accords de coopération ambitieux avec des plateformes clés telles que Cannes, Séries Mania, NewImages ou Anancy permettent d'accélérer les opportunités de co-productions et d'affaires entre l'Europe et l'Asie avec Taïwan. Le travail mené a permis, dans de multiples domaines (cinéma, audiovisuel, numérique) de structurer l'écosystème taiwanais autour de valeurs et d'expertises partagées avec la France.

Dans un contexte changeant et instable, où les modèles économiques évoluent, où de nouveaux outils modifient rapidement les modes de production et de consommation, **il me semble précieux que nous soyons en mesure de porter avec nos partenaires étrangers des stratégies qui répondent aux défis que nous partageons en termes de valeurs et de positionnement.** »



« Depuis septembre 2020, Aurélien Dirlor a rejoint TAICCA en tant que Conseiller, où il a **impulsé le développement de collaborations avec des organisations européennes majeures**, créant des canaux de financement et de coopération qui contribuent activement à l'internationalisation de l'industrie taiwanaise du cinéma et de la télévision.

Il a notamment initié un partenariat entre TAICCA et Series Mania qui facilite et accélère les échanges professionnels. Il a également coordonné la mise en place d'ateliers professionnels avec la Fémis, l'Ecole nationale de Cinéma française, et d'ateliers de développement de projets tels que Produire au Sud Taipei, organisé en association avec le Festival des trois Continents.

Dans le domaine du numérique, il a créé des programmes d'échange de talents et de résidences avec le festival NewImages et le soutien du CNC.

**Grâce à ses efforts, il a grandement contribué à connecter les ressources internationales de TAICCA et à faciliter la présence internationale des œuvres et des talents taiwanais.** »

**Homme TSAI**

Président de la Taiwan Creative Content Agency (TAICCA)

## Matthias QUEMENER, Expert plurilinguistique dans l'enseignement scolaire, Helsinki, Finlande



En poste depuis 5 ans à Helsinki, en tant qu'Expert technique international sur le plurilinguisme et spécialiste de l'enseignement francophone au Lycée franco-finlandais d'Helsinki (LFF), **ma mission a particulièrement évolué au fil des années.**

Initialement rattaché à la gestion et au développement du français, des enseignements et de ses équipes au sein du

Lycée franco-finlandais d'Helsinki, **ma mission s'est progressivement élargie, avec notamment le rattachement récent à la Direction générale de l'Enseignement (OPH) en charge des programmes, de la formation des enseignants et des évaluations.**

Cette mission s'inscrit donc à la fois dans la gestion au quotidien de problématiques scolaires internes et dans une perspective beaucoup plus large et sur le long-terme, visant à la mise en valeur accrue de l'apprentissage des langues, et particulièrement

du français. Cela implique l'organisation d'événements qui réunissent les enseignants de langue, autour de journées de formation accueillies par le LFF et de valorisation des langues auprès des élèves finlandais pour faire de l'apprentissage des langues une réelle plus-value dans leur parcours scolaire, universitaire puis professionnel.

C'est un objectif que je m'assigne aussi au sein de l'établissement scolaire, dans lequel **l'apprentissage soutenu du français est une compétence qui sera ensuite valorisée dans le parcours professionnel de l'élève.** Les certifications DELF/DALF que nous avons renforcées durant ces 5 années y contribuent en coopération avec les acteurs francophones sur place, que cela soit l'Institut français ou l'ambassade de France en Finlande avec lesquels j'entretiens une relation étroite.

Désormais en fin de mission, cette implication au sein du système éducatif finlandais a été pour moi riche en enseignements et m'a permis de m'imprégner des spécificités du système éducatif finlandais, **une expertise que je partage, au sein de ma fonction, avec les nombreux visiteurs éducatifs et institutionnels français** désireux de mieux comprendre le succès finlandais.



« **Le seul poste d'ETI existant en Finlande revêt une importance fondamentale dans la politique d'influence de la France dans le pays.** A l'origine, l'ETI avait été placé directement auprès du Lycée franco-finlandais de Helsinki. Cet établissement, qui n'est pas un lycée français mais un établissement public 100% finlandais, propose depuis plus de 40 ans un enseignement bilingue qui permet à plusieurs centaines de jeunes Finlandais de terminer leurs études secondaires avec un bon niveau de français.

Depuis 2022, les missions de l'ETI ont évolué. **Il participe désormais aux actions de l'Agence nationale finlandaise de l'Education** pour développer l'internationalisation de l'éducation en Finlande avec, pour modèle, ce qui se fait entre la France et la Finlande à travers le Lycée franco-finlandais. Alors que l'anglais renforce chaque année sa position dominante en Finlande auprès de la jeune génération, l'objectif du gouvernement finlandais et de l'ambassade de France est d'encourager tous les enseignants finlandais à **adopter et à promouvoir une approche plurielle des langues.** C'est le rôle principal de l'Expert dont la mission s'inscrit parfaitement dans la stratégie ambitieuse impulsée par le **Président de la République** d'un renforcement de la place et du rôle de la langue française dans le monde, dans le respect du multilinguisme. »

« Notre ETI, Matthias Quemener, a assuré au sein du Lycée franco-finlandais une fonction cruciale en tant que proviseur adjoint de la langue française et de l'enseignement francophone pendant cinq ans. **Dans l'environnement bilingue qu'est le nôtre, le fait d'avoir un ETI pour prendre en charge notre politique d'établissement concernant le français est essentiel car il en dicte et en maîtrise les objectifs.** Outre la planification pédagogique et la révision des programmes, il s'attelle au développement et à la mise en œuvre de l'enseignement francophone de l'école et au management de l'équipe des professeurs de français.

En charge du centre d'examen de certifications DELF et DALF, il organise les sessions pour 130 élèves chaque année. Il reçoit tout au long de l'année des visiteurs au LFF, des experts et partenaires de l'éducation nationale française ou francophone. Ainsi, il valorise l'école mais aussi le système éducatif finlandais. **Le rôle de l'expert au sein de notre école est donc prépondérant dans notre politique d'établissement et plus largement dans notre démarche d'internationalisation.** »

**Najat OUAKRIM-SOIVIO**  
Proviseure du lycée Franco-Finlandais d'Helsinki



Matthias Quemener  
Najat Ouakrim-Soivio  
Agnès Cukierman,  
Ambassadrice de France en Finlande

**Stéphane SCHORDERET**  
Conseiller de Coopération et d'Action culturelle  
Directeur de l'Institut français de Finlande

## Emeric FAURE, Conseiller Sécurité maritime à la MARINA, Manille, Philippines

Le secteur de l'industrie maritime est essentiel pour le développement de l'économie et l'emploi aux Philippines. De nombreux emplois y sont liés, pas moins de 345 000 marins sont embarqués sur des navires internationaux. Le secteur de la réparation et de la construction navale est également stratégique pour l'industrie du pays. Il est constitué de 118 chantiers navals, 89 chantiers de construction de bateaux, 75 réparateurs à flot et 8 chantiers de recyclage de navires, plus de 15 000 personnes sont employées par ces chantiers.

Il existe une volonté politique forte de voir ce secteur évoluer et atteindre les standards internationaux. Cependant, les Philippines font face à une double problématique. La formation maritime, pilier de l'économie maritime, est fragilisée. A la suite de plusieurs audits de l'Agence européenne de la Sécurité maritime (EMSA), des manquements ont été identifiés dans le suivi des écoles de formation maritime. La flotte domestique est vieillissante et le niveau de sécurité d'une partie de celle-ci n'est pas conforme aux standards minimums pour la sécurité des passagers et la protection de l'environnement marin.

L'objectif de ma présence au sein de la MARINA est double ; il vise à la fois à développer l'assistance technique et à promouvoir l'émergence des entreprises françaises de l'industrie maritime aux Philippines. Elle s'inscrit dans le cadre de la coopération bilatérale entre la France et les Philippines renforcée par un mémorandum d'accord signé par l'administrateur de la MARINA, **M. Hernani N. Fabia**, et le chef du Service économique de l'ambassade de France aux Philippines Olivier Ginepro. Il prévoit la mise en œuvre du programme de Développement de l'industrie maritime (MIDP) de la MARINA dont l'un des principaux objectifs est la sécurité maritime.

La MARINA est l'agence chargée de réglementer l'industrie maritime. Elle élabore les règles et règlements en matière de sécurité maritime et plus spécifiquement pour la flotte domestique. Elle encadre les chantiers navals et les sociétés chargées d'assurer le contrôle et la maintenance des équipements de sécurité. Elle est aussi chargée d'élaborer la stratégie de développement du secteur maritime, d'appliquer les conventions internationales de l'Organisation maritime internationale (IMO) et de coordonner l'action des différentes agences compétentes dans le secteur maritime.



« J'ai participé au déploiement de M. Faure en Octobre 2022. Après quelques difficultés administratives lors de son installation, M. Faure a rapidement montré sa valeur ajoutée à la fois à la MARINA, à l'Ambassade, et à Expertise France. C'est bien simple, Emeric est passionné par son métier, il sait obtenir l'écoute et convaincre ses interlocuteurs. Je n'ai malheureusement plus le plaisir de suivre sa mission, mais je sais qu'elle sera des plus riches pour la MARINA, le service économique de l'Ambassade et Expertise France. »

Omar Coulibaly, Chargé de projets, Unité Influence économique

Je travaille au sein de la Direction chargée de la réglementation des chantiers navals (SRS), sous l'autorité de son administratrice adjointe chargée des opérations, **Mme Nannette Dinopol**. C'est auprès d'elle que je prends mes instructions et que je valide les opérations que je souhaite mettre en œuvre.

La stratégie française aux Philippines est double puisque l'Etat français souhaite devenir un acteur clé de l'amélioration de la sécurité maritime tout en développant des partenariats entre les entreprises françaises et l'industrie maritime des Philippines.

Mon positionnement répond à ce double objectif. J'ai tout d'abord pu dresser un premier panorama de la situation du secteur maritime philippin. J'ai par la suite lancé des actions concrètes de collaboration entre institutions et entreprises françaises et administration maritime.

Le rapport de démarrage a constitué un élément clé de ma mission. Il a permis de poser un diagnostic en réponse aux défis de modernisation de l'industrie maritime de la MARINA. Présenté à son administrateur et son équipe le 19 avril, mon plan d'action a reçu un accueil favorable, une équipe est dédiée à sa mise en œuvre. Plusieurs actions ont été conduites pour resserrer les liens entre la France et les Philippines dans le secteur maritime.

A la suite de la pollution engendrée par le naufrage du pétrolier « Princess Empress », la mission d'assistance organisée avec le CEDRE a été grandement appréciée par les garde-côtes qui souhaitent désormais élargir la coopération avec cet organisme français de renommée internationale.



Crédits : [www.marina.gov.ph](http://www.marina.gov.ph)

Un déplacement à Singapour à la « Maritime Week » avec l'administratrice adjointe chargée de la planification, **Mme Sonia Malaluan** nous a permis de rencontrer la délégation française : le Directeur de l'Ecole nationale supérieure maritime (ENSM) ; des cadres de la Direction générale des Affaires maritimes de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA).

En 2023, en lien avec le GICAN, nous prévoyons la venue à Manille d'entreprises françaises au salon Philmarine. Une journée dédiée à la coopération franco-philippine est prévue.



« M. Emeric Faure a été très actif concernant le programme de travail de la coopération bilatérale entre la France et les Philippines, en coordination avec la Marina et les autres agences pertinentes.

Il a conduit de nombreuses activités pour fournir l'assistance technique, les formations et le conseil nécessaire aux services de l'agence. Il a contribué à l'amélioration du secteur maritime du pays, en ce qui concerne la sûreté et la sécurité, la construction et la réparation des navires, l'assistance à la navigation et la protection de l'environnement marin.

La Marina est profondément satisfaite de la performance de l'expert, qui va au-delà de nos attentes. »

Nannette DINOPOL  
Administratrice adjointe de la MARINA

## Agnès TOUNKARA, Coordinatrice du programme FHP, New-York, États-Unis

### Un partenariat important avec le French Heritage Language Program (FHLP) pour célébrer les langues et les identités de nos élèves francophones.

« Basée à New York, au sein des services culturels de l'ambassade de France aux États Unis, je coordonne depuis 4 ans un programme unique que je suis ravie de mettre à l'honneur : le « French Heritage Language Program » (FHLP). Le FHLP est un programme éducatif gratuit qui, depuis 17 ans maintenant, aide de jeunes francophones de milieux défavorisés, récemment arrivés aux États Unis, à maintenir leur niveau de français et à en faire un atout pour leur intégration scolaire, sociale et professionnelle aux États Unis. En effet, le programme permet à ces jeunes élèves de se retrouver après l'école avec leurs camarades francophones, les aide à renforcer leurs compétences langagières en français, facilitant aussi l'acquisition de l'anglais et leur donne accès des certifications, qu'ils peuvent ensuite valoriser à l'université ou dans le monde du travail.

Le FHLP a servi plus de 5000 élèves à New York mais aussi à Miami et dans le Maine. Depuis sa création en 2005, le succès et de la pérennité du programme repose sur les partenariats avec les établissements scolaires qui accueillent ces jeunes francophones. Comme l'explique si bien Madame Cabarcas, la directrice de l'International Community High School située dans le Bronx à New York, l'impact du programme va bien au-delà du maintien de la langue française. »



Le French Heritage Language Program : un programme de maintien du français pour les jeunes francophones aux États Unis.

**L'International Community High School, une petite école du sud du Bronx qui accueille principalement des adolescents récemment immigrés, est fière de travailler avec le FHLP.**

L'Ambassade de France parraine ce programme dans plusieurs écoles de la ville de New York et offre aux élèves francophones des opportunités de maintenir leur niveau de français et de soutenir leur intégration sociale aux États Unis. Notre partenariat a commencé en 2006 et continue aujourd'hui grâce au personnel dévoué du programme qui a toujours été attentif aux besoins individuels des élèves dans une école qui évolue en permanence.

Aujourd'hui, ce programme extrascolaire est proposé aux élèves de la troisième à la terminale et va bien au-delà du maintien de la langue française.

**Les élèves apprennent à devenir des citoyens du monde, en côtoyant des camarades de différents pays qui parlent d'autres**

langues et qui ont tous des expériences uniques. Ils montent **des projets de recherche, participent à des débats, des concours, des sorties scolaires, des performances artistiques et aussi des camps d'été.**



Ils ont aussi accès à des **programmes artistiques**, telles que le théâtre, la musique et les arts numériques, qui profitent à tout le monde, en particulier aux étudiants dont le niveau de français était limité avant d'arriver aux États-Unis.

Le programme les prépare à l'examen French Advanced Placement et à l'obtention du Sceau de compétences bilingues (Seal of Biliteracy), deux reconnaissances formelles de leur bilinguisme qui peuvent aider leurs candidatures à l'université et dans leurs futures carrières.

**Le partenariat avec le FHLP est un exemple parfait du type d'initiatives que nous recherchons pour réinventer de manière créative l'expérience scolaire des étudiants ; ils favorisent la participation active des élèves à leur apprentissage et les aident sur le plan académique tout en respectant leurs cultures et en mettant à profit leurs atouts linguistiques.**

**Berena CABARCAS**  
Directrice de l'école ICHS

## ETI au sein d'une organisation internationale : un positionnement particulier



J'ai rejoint l'équipe en octobre 2022 après plusieurs années d'expérience dans le pilotage de projets de coopération et la diplomatie économique au sein des organisations internationales (OI). Je gère un portefeuille de 28 ETI, la plupart étant déployés auprès d'OI (Banque mondiale, Programme des Nations unies pour l'environnement, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation mondiale de la Santé, Fonds mondial, etc.)

Le **positionnement de ces experts d'influence détachés auprès des OI est très stratégique**. Reconnus pour leur expertise dans un domaine spécifique, ils occupent des postes à responsabilités, définis en amont en fonction des besoins de ces organisations et en concertation avec la France. Ils sont **complètement intégrés à la structure des OI**, un positionnement qui facilite à la fois la présence française et la diffusion de savoir-faire français.

Bien que les experts travaillent au sein des OI, ils **maintiennent des relations avec la France**. Ils ont un lien contractuel et hiérarchique avec Expertise France et sont tenus de rendre compte régulièrement sur les activités et la réalisation de leur mission. Notre équipe est également l'interlocuteur principal pour toutes les questions relatives au déroulement de la mission.

L'expertise de ces ETI est essentielle pour **formuler des politiques, proposer des recommandations et influencer les décisions prises par les organisations internationales**. Pour cette raison, les représentations permanentes de la France auprès des OI et la Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international (MEAE) sont les interlocuteurs naturels et privilégiés. Ils utilisent leurs compétences pour **établir des relations, forger des alliances stratégiques et promouvoir les intérêts et les priorités de la France**.

Notre travail consiste à chercher des candidats qui comprennent le contexte et maîtrisent les sujets, mais qui ont également une connaissance approfondie de ces OI. Il s'agit **d'identifier des experts capables de représenter la France** dans le système multilatéral et qui démontrent une très bonne **compréhension des enjeux internationaux** dans leur domaine d'expertise. Les experts doivent faire preuve de **compétences interculturelles et d'une très forte capacité à s'adapter à de nouveaux environnements au sein d'équipes multiculturelles**.

**Sulaiman Satari**, Chargé de projets  
Unité Santé et Développement durable

## Expert National Détaché

Depuis le 1er avril 2019, je suis expert au sein de la Division Contre-terrorisme du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), service de l'UE responsable de la gestion des relations diplomatiques de l'UE avec les pays non membres ainsi que de la politique étrangère et de sécurité de l'Union, placé sous l'autorité et la direction du Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (HR).

Je suis chargé de la coordination des politiques et actions de l'UE en matière de lutte contre le terrorisme, de la prévention contre l'extrémisme violent, de la lutte contre le financement du terrorisme ainsi que de la question des combattants terroristes étrangers et des risques sécuritaires qui leur sont liés. Il s'agit de donner de la cohérence à l'action interne et externe de l'UE, de sorte à compléter les actions des Etats membres qui demeurent souverains en la matière.

J'agis en lien étroit avec les autres services du SEAE ainsi qu'avec les institutions de l'UE (Commission européenne, Conseil de l'UE) et ses agences (Europol, Frontex, CEPOL ...). Mon portefeuille couvre la zone Moyen-Orient (Libye, Egypte, Jordanie, Liban, Israël/Palestine, Irak, Syrie) ainsi que l'ensemble de la région du Golfe (Koweït, Arabie Saoudite, Qatar, Oman, Bahrein, Emirats Arabes Unis), y compris le Yémen.

Je suis le travail de 5 Experts dans différentes Délégations stratégiques de l'UE (Riyadh pour le Golfe, Liban, Jordanie, Egypte, Iraq) sur le développement et la promotion de la coopération stratégique avec ces pays ; l'engagement en matière programmatique sur des projets liés à la lutte contre le terrorisme et à la prévention/lutte contre l'extrémisme violent financés par la Commission européenne ; l'accompagnement dans la conception des projets de renforcement capacitaire liés à la prévention de la radicalisation, la



sécurité de l'aviation et la gestion des frontières ; la coopération au niveau multilatéral (Coalition globale contre Da'esh, GCTF...).

Mener à bien mes missions requiert de fréquents déplacements sur le terrain ainsi qu'un grand travail de coordination, aussi bien avec les autorités locales, que des partenaires internationaux (GCTF, Coalition Globale contre Da'esh, ONUCT, ONUDC, etc.) et des acteurs de mise en œuvre des projets et activités financés par la Commission européenne. Les missions en zone de conflit notamment demeurent prioritaires car il s'agit de l'essence même du travail que conduit l'UE en la matière.

La France constitue un acteur clé en matière de lutte contre le terrorisme, aussi bien au niveau national, qu'europpéen et international. Si l'UE vise à compléter les actions de ses Etats membres en la matière, elle doit d'abord composer avec les avancées de chacun d'eux, de sorte à donner une cohérence d'ensemble à l'action européenne et à traiter les questions sécuritaires connexes (lien entre sécurité intérieure et sécurité extérieure) selon une rationalité stratégique la plus efficace possible. Cela requiert que les experts travaillant au sein de l'UE soient au fait des politiques et des initiatives des Etats membres et soient également en mesure d'assurer une harmonie d'ensemble.

**Andréas Hatzidiakos**  
Conseiller politique en charge du contre-terrorisme  
Régions du Golfe et du Moyen-Orient - SEAE

# Éric SAMY, Partenariat de Développement entre la France et l'ASEAN (2022-2026) en Indonésie

## Déclaration de la présidence de l'ASEAN à Phnom Penh

Novembre 2022

« Nous nous sommes félicités du lancement (...) du programme inaugural de bourses pour les jeunes de l'ASEAN avec le secrétariat de l'ASEAN, qui vise à accroître les connaissances et l'efficacité des jeunes fonctionnaires des États membres de l'ASEAN dans l'accomplissement de leurs tâches en matière de coopération régionale par le biais d'un engagement avec le secrétariat de l'ASEAN. Nous nous réjouissons (...) de cette initiative dans le cadre du programme plus large de construction de la communauté de l'ASEAN, (...) pour exploiter le potentiel de la jeunesse des États membres. »

« Arrivé en septembre 2021, je n'avais toujours pas mon visa et mon permis de travail. Je n'aurai l'accès à l'ASEC que 7 mois plus tard. La structure officielle chargée des relations avec l'Ambassade n'était pas en mesure de faire des propositions. J'ai dû trouver les bons accès et identifier un projet susceptible d'être soumis à la validation des responsables du MEAE.

Nous avons fait le choix de participer au projet « ASEAN Junior Fellowship Programme » (AJFP). Ce programme avait l'avantage d'être une initiative du Brunei qui assurait alors la présidence de l'ASEC et sous la responsabilité du Secrétaire Général de l'ASEAN. D'un montant modeste, il a l'avantage d'impliquer directement l'exécutif de l'ASEAN au plus haut niveau. C'est, à ce jour, la seule contribution française à l'esprit des responsables de l'ASEAN. **Il est très important de disposer d'un tel marqueur pour assurer notre visibilité. Les Partenaires extérieurs de l'ASEAN (Allemagne, Australie, Japon, etc...) financent des projets importants sur des thématiques similaires, ce qui nuit à leur visibilité, les projets traités par les directions techniques ne sont pas connus des politiques au sein de l'ASEC.**

« Le programme de l'AJFP a été une expérience enrichissante. Les diverses activités qui couvrent à la fois les sphères professionnelles et sociales ont élargi ma compréhension du travail de l'ASEAN et de ses États membres. (...) J'ai passé deux semaines à découvrir le travail des unités de l'ASEC avec une expérience pratique, qui m'a éclairé sur l'étendue du travail de l'ASEAN et sur sa complexité. Les réceptions auxquelles nous avons eu l'honneur de participer, organisées par les missions des membres de l'ASEAN et les missions des partenaires extérieurs de l'ASEAN, nous ont permis de comprendre les intérêts et la vision de l'ASEAN, ce qui me sera utile à l'avenir. »

Hong Anh Nguyen, Viet Nam

C'est la première fois que l'ASEC organisait un tel programme pour les jeunes diplomates des États Membres. La France est le premier partenaire extérieur à y avoir contribué. De nombreux partenaires extérieurs auraient beaucoup insisté pour y participer. Je suis déjà en discussion pour envisager une extension en France de cette formation.

Ce programme va durer 10 ans avec une session par an. L'objectif est de sensibiliser et de former de jeunes diplomates aux enjeux régionaux de l'ASEAN et au fonctionnement de l'ASEC, de créer un vivier de diplomates compétents conscients d'appartenir à cet ensemble régional. Chaque état membre dispose d'une place, deux de plus pour le pays qui exerce la présidence de l'ASEC l'année suivante. Le projet comprend une affectation dans une des directions de l'ASEC, des échanges avec des diplomates des Missions des États Membres et des universitaires, sur les enjeux régionaux (architecture de sécurité régionale, sécurité maritime, genre, paix et sécurité, etc.).

Un échange avec Mme Chrysoula Zacharopoulou, la Secrétaire d'Etat, s'est tenue à l'ASEC avant son entretien avec le Secrétaire général (Sept 2022). A cette occasion, elle a pu annoncer la possibilité d'organiser des sessions en France et à Bruxelles.

## Une mission « Equipe France » !

Le projet Air Quality Improvement Program in ASEAN, financé l'AFD, vise à accompagner le renforcement des politiques publiques en faveur de l'amélioration de la qualité de l'air, à renforcer les capacités des pays membres de l'ASEAN sur ces problématiques, et à développer des actions de plaidoyer. Ce projet est en développement depuis 2022.

L'appui d'Eric Samy a été fondamental. Il apporte sa compréhension fine du fonctionnement interne et des relations avec les partenaires extérieurs de l'ASEAN. Point focal au sein de l'ASEAN pour le partenariat de développement France-ASEAN, il promeut le projet auprès de celle-ci, ce qui améliore la communication et la compréhension par l'ASEAN des différents acteurs impliqués.

Hugo HADET

Chargé de projets  
Département Développement Durable – Pôle Énergie

Drapeau de l'ASEAN. Crédits : Hariboneagle927



« L'AJFP (...) m'a permis d'évoluer sur le plan personnel et professionnel. Les nombreux cours, rencontres, ateliers et réceptions diplomatiques nous ont permis de découvrir les perspectives de l'ASEAN (...). Je suis persuadée que les nombreuses connaissances acquises grâce à l'expertise présente pendant le programme seront bénéfiques pour nos carrières. (...) Ce fut une expérience passionnante et je suis très reconnaissant d'avoir eu l'occasion d'y contribuer. »

Ayuni Yustika Sari, Indonésie

« L'AJFP a été une expérience enrichissante. Ayant travaillé au secrétariat national des Philippines pendant plusieurs années avant de rejoindre la bourse, le programme m'a permis de mieux comprendre l'ASEAN, ses processus et les personnes qui y travaillent. C'était également une excellente occasion de créer des réseaux au sein de l'ASEAN et des États membres. »

Reinir Padua, Philippines

## Philippe DOO KINGUE, Expert sur l'accès aux produits de santé et aux médicaments essentiels - Bureau régional de l'OMS au Congo

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) souligne que **l'accès aux médicaments essentiels fait partie intégrante du droit à la santé** reconnu dans les différents instruments internationaux de protection des droits de l'homme.

Le poste d'expert sur l'accès aux médicaments et produits de santé de l'OMS consiste, au sein du bureau régional de l'OMS pour l'Afrique (OMS AFRO), à **contribuer à améliorer l'accès de la population des Etats membres à ces produits.**

J'ai pris mes fonctions le 1<sup>er</sup> septembre dernier, basé à Brazzaville, au Congo. Je suis Docteur en Pharmacie et depuis près d'une trentaine d'années, je me suis engagé dans des activités de renforcement de systèmes de santé, de développement de ressources humaines, de gestion de projets, d'appui technique aux autorités de réglementation pharmaceutique et aux systèmes d'approvisionnement de médicaments, et d'actions humanitaires. J'ai occupé des postes de direction, de coordination et des postes techniques au sein de l'Organisation Mondiale de la Santé, l'Organisation Panaméricaine de la santé, du GIP ESTHER, de bureaux d'études et d'ONG. J'occupe actuellement mon 2<sup>ème</sup> poste d'ETI.

**Cette mission a un rôle stratégique fondamental avec un triple enjeu :**



**technique** parce que les médicaments constituent un des six piliers du système de santé et l'accès aux médicaments et produits de santé de qualité joue un rôle critique dans la perspective de mise en œuvre de la couverture sanitaire universelle en 2030 ;

**de diplomatie sanitaire** d'autre part parce qu'elle s'inscrit dans l'harmonisation des politiques sanitaires sous-régionales, interagit avec les acteurs de la coopération bilatérale et multilatérale ;

**économique**, car le secteur pharmaceutique brasse des sommes d'argent substantielles et nécessite des financements importants pour se développer ; d'où la nécessité de s'impliquer dans la mobilisation de ressources financières.

Ma mission contribue à **valoriser l'appui technique international et l'expertise de la France et sa stratégie en matière de santé mondiale.** En 2022, l'appui technique a concerné des sujets divers allant de la chaîne d'approvisionnement des produits de santé, la pharmacovigilance, les politiques pharmaceutiques nationales, la lutte contre les médicaments de qualité inférieure et falsifiés, à la production locale de

Au niveau régional, j'ai pu accompagner l'auto-évaluation des autorités nationales pharmaceutiques de 7 pays (Bénin, Burundi, des Comores, de Madagascar, du Mali, de la Mauritanie et de la République Démocratique du Congo). Il s'agissait d'identifier points forts et faiblesses du système de réglementation et des fonctions de réglementation des médicaments.

J'ai également apporté mon soutien aux pays de la zone SADC concernant : l'enregistrement collaboratif des dispositifs médicaux ; l'utilisation de la procédure d'urgence de l'OMS pour l'enregistrement des produits de santé ; l'harmonisation de la réglementation pharmaceutique en Afrique ; la collaboration entre l'OMS et l'ACAME ; le suivi des projets du Fonds Français Muskoka.



### La francophonie au sein de OI ...

« Au bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, je vis le paradoxe d'être basé dans un pays francophone, à œuvrer pour un continent dont la moitié des pays est francophone et à travailler presque exclusivement en anglais. En effet, la langue de travail au bureau régional est l'anglais. La directrice de mon pôle sanitaire est anglophone et tous les chefs d'équipe le sont également, dont mon superviseur direct. Donc, **il m'est impossible de rédiger en français pour que mon travail puisse être apprécié.**

Je ne peux que déplorer que les experts français dans les différents domaines en rapport avec le médicament ne font pas partie du pool d'experts de l'OMS car ils ne s'y sont pas inscrits. L'OMS utilise une plateforme en ligne, appelée Stellis, pour publier les avis de vacance, en anglais exclusivement, et gérer les profils des candidats. C'est sans doute un problème pour les experts francophones. De ce fait, il y a **une hégémonie d'experts anglophones au grand dam des pays francophones qui expriment ouvertement leur frustration face à cette situation.** »

## André FURCO, Expert au Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé animale, Bangkok, Thaïlande

Echange avec Jihane Alami,  
Chargée de projets au sein de l'unité Santé et Développement durable



**Jihane Alami** : En quoi un positionnement régional est-il utile pour votre mission ?

**André Furco** : L'approche Une seule santé existe depuis longtemps mais elle a été ignorée pendant des années. Les épidémies telles qu'Ebola ou de COVID-19 ont mis un coup de projecteur sur les risques sanitaires à l'interface humain, animal et environnement, et cela a remis sur le devant de la scène cette approche qui prend en compte toutes les santés (animale, humaine et de l'environnement).

Ma mission au sein de la Représentation sous-régionale de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OMSA) basée à Bangkok, et de ce fait, à travers la Collaboration Quadripartite sur Une seule santé de l'Asie-Pacifique (FAO, UNEP, SEARO, WPRO et OMSA), consiste à soutenir les pays de la région Asie du Sud-Est à mettre en œuvre cette approche, en partant de ce que font déjà chacun des pays et en se basant sur leurs besoins. **L'importance d'avoir une méthode et des outils communs est capitale car les thématiques couvertes par Une seule santé ne connaissent pas les frontières** (sécurité alimentaire, résistance aux antimicrobiens, émergences de maladies infectieuses, etc.).

Faire partie de cette collaboration permet d'œuvrer à la diffusion d'un discours unifié auprès de nombreux acteurs stratégiques et des pays en promouvant notamment l'utilisation du Plan d'Action Conjoint Une seule santé, son Guide de mise en œuvre et les outils Une seule santé développés par la Quadripartite. Rallier les initiatives bilatérales à celles du multilatéral est souvent difficile et **cette mission au sein de l'OMSA et de la Quadripartite rend concret ce ralliement.**

**Jihane Alami** : Comment s'opère votre positionnement régional en tant qu'ETI ?

**André Furco** : Au sein de l'OMSA à Bangkok, nous couvrons un périmètre régional qui comprend les pays membres de l'ASEAN ainsi que le Timor Leste et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Mes collègues de l'OMSA à Bangkok travaillent sur des thématiques Une seule santé sectorielles telles que par exemple la santé de la faune sauvage, la rage et la résistance aux antimicrobiens. Je travaille quotidiennement avec eux en ayant quant à moi, une entrée transversale de l'approche Une seule santé, par exemple en soutenant le renforcement par les pays d'un environnement propice pour travailler sur l'approche. Il y a une grande proximité avec les collègues de l'OMSA à Bangkok, qui permet une collaboration riche, très utile lorsqu'on travaille sur une approche aussi transversale qu'Une seule santé et qui mobilise beaucoup d'initiatives et d'acteurs différents.

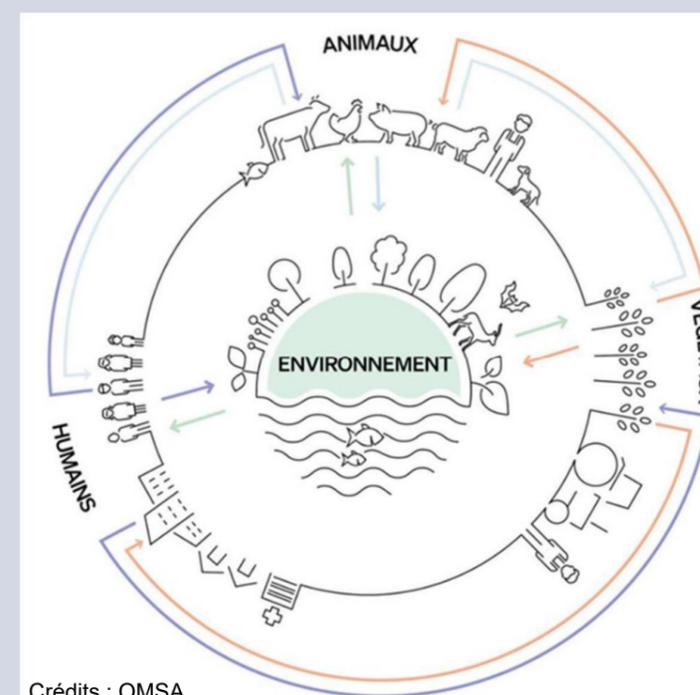
**Jihane Alami** : Quel apport significatif émerge de ce positionnement au-delà de la mise en œuvre stricte de votre mission ?

**André Furco** : L'OMSA étant une organisation intergouvernementale, l'approche Une Seule Santé se décline auprès de tous les pays, aussi bien ceux à revenus faibles que ceux à hauts revenus. J'ai ainsi pu mesurer combien cette approche doit être prise en compte par tous les pays, et l'importance de l'engagement attendu de la part des pays à hauts revenus. Ma mission étant en lien avec les pays d'Asie du Sud-Est, je constate qu'il serait très utile par exemple que ces pays forment les pays occidentaux à l'approche Une Seule Santé et à son bien-fondé. **La possibilité de faire avancer cette approche grâce à l'apport et sous l'impulsion des pays d'Asie du Sud-Est m'apparaît grâce à ma mission importante et souhaitable.**

**Jihane Alami** : Comment votre rôle au sein de l'OMSA et de la Quadripartite en tant qu'ETI nourrit le dialogue avec l'équipe France et la stratégie française Une Seule Santé ?

**André Furco** : Le lien avec la Conseillère Régionale en Santé Mondiale (CRSM) est essentiel. Elle porte un grand intérêt à l'approche Une seule santé et au travail de la Quadripartite. Nous communiquons très régulièrement et elle me met en contact avec des organisations, notamment françaises, qui me seraient plus difficiles d'approcher depuis l'OMSA. De nouveau, l'importance de ces collaborations réside dans le fait que cela contribue à défendre une vision commune. **Les échanges avec la sous-direction du développement humain du MEAE permettent de partager de l'information.**

Sur le terrain dans la région, l'initiative française PREZODE portée par l'INRAE, le CIRAD et l'IRD, est un atout : nous collaborons sur certains sujets. Ces échanges sont essentiels et vont dans le sens de cette action commune qui prend en compte les problématiques sanitaires à l'interface de l'humain, de l'animal, de l'environnement dans le but de préserver toutes les santés. Je n'en avais pas pris conscience aussi clairement mais **il est vrai que le positionnement régional de ma mission favorise et rend possible une mobilisation d'une grande pluralité d'acteurs autour de l'approche Une seule santé.**



Crédits : OMSA

# Concilier continuité et innovation !

Notre réseau s'inscrit dans la continuité d'une longue tradition de coopération technique. A la fois héritiers de cette histoire et témoins des évolutions du monde, nos experts, qui agissent dans des secteurs doivent en permanence s'adapter et se réinventer pour concilier continuité et innovation !

## Enseignement supérieur et recherche académique au Cambodge : Fortes potentialités et défis majeurs !

Le développement de l'enseignement supérieur pendant le protectorat a été relativement limité, les exceptions étant l'Université Royale des Beaux-Arts, fondée en 1917, l'Université des sciences de la santé, fondée en tant qu'École d'officiers médicaux en 1946, l'Institut d'agriculture de Prek Leap fondé en 1948 et l'Institut national de droit, sciences politiques et économie, fondé en 1949. Le développement des universités a surtout eu lieu pendant la période de modernisation sous le roi Norodom Sihanouk, après l'indépendance acquise en 1953.

Dédiant jusqu'à 20 % budget annuel à l'éducation, le Cambodge a bâti des milliers écoles et de nombreuses facultés au sein de l'Université Royale Khmère (fondée en 1960) et venant compléter l'*Institut National des Sciences Juridiques, Politiques et Économiques*. Huit instituts spécialisés ont aussi vu le jour dont l'Institut Technique Royal (1964). Cette période a ainsi vu une forte augmentation de la population d'étudiants.

Les années turbulentes qui ont suivi l'écartement du Roi Sihanouk du pouvoir ont fragilisé le système universitaire pour conduire à sa destruction complète sous le régime des Khmers Rouges entre 1975 et 1979. Peu de pays ont subi une telle destruction complète des connaissances et de leurs porteurs : intellectuels, artistes, docteurs, enseignants, universitaires, etc. **Le pays a dû reconstruire tout le système éducatif avec le soutien du Vietnam et de l'URSS, étant donné les faiblesses des ressources humaines locales.**

La rémanence de cette « année zéro » continue à peser fortement encore aujourd'hui sur le système éducatif et sur l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) : manque de ressources humaines - **moins 9 % des enseignants des universités avaient un doctorat en 2022** - et le manque d'investissement. L'essentiel du financement des universités

publiques relèvent de la participation des familles et l'ESR représente moins de 1 % du budget de l'enseignement, l'une des parts les plus faibles dans la région. La part globale du budget accordé au MEJS dans le PIB est aussi faible et il a reculé de 3.3 % en 2019 à 2.8 % en 2023. Malgré une stratégie nationale

et deux grands programmes successifs avec la Banque mondiale, l'équipement des universités et les conditions d'enseignement et de recherche souffrent encore de manques importants. La recherche académique continue à être peu développée et elle a une faible priorité dans le système. La régulation globale du système est aussi très difficile du fait d'une gouvernance très fragmentée (16 ministères pilotent les universités publiques) et une très forte dichotomie et hétérogénéité (les deux tiers des universités sont privées, souvent spécialisées sur un petit nombre de domaines commercialement porteurs et avec très peu de recherche).

Les enjeux de l'éducation en général et de l'ESR en particulier sont essentiels pour le Cambodge dans la mesure où plus de **42 % de la population a moins de 17 ans et plus de 10 % de la population est à l'âge d'aller à l'université (20-24 ans)**. Le poste d'ETI apporte, pour le domaine ESR, des propositions accompagnant les réformes, en lien direct avec le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports et sur les missions attribuées par lui, notamment : la structuration des statuts des enseignants-chercheurs à l'Université ; l'audit des grandes universités en vue de proposer un « modèle universitaire » adapté aux conditions locales et aligné sur les standards internationaux ; la structuration de la recherche universitaire ; le renforcement du système d'évaluation des universités.

**Ces missions sont passionnantes par leur portée et le poste d'ETI joue un rôle très intéressant entre le terrain et la prise de décision politique, permettant parfois de raccourcir le chemin entre ces deux niveaux.**

**Murat YILDIZOGLU**  
Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports  
Phnom Penh, Cambodge



ISEYIN OYO STATE NIGERIA. Crédits : Donbib

« Je suis experte technique internationale en poste à Ibadan au sud-ouest du Nigeria. Je suis conseillère langue française pour le ministre de l'Éducation de l'état d'Oyo. Le Nigeria est un pays anglophone entouré de pays francophones. Si le français jouit d'une bonne image, son enseignement est encore trop souvent traditionnel dans des classes bien souvent pléthoriques.

La mission qui m'est confiée consiste à accompagner l'enseignement et l'apprentissage du français dans les écoles pilotes d'Ibadan en concertation avec mes collègues du Ministère. En poste depuis un an, je travaille, grâce aux nombreuses visites sur le terrain, à la recension de l'enseignement du français dans l'état ; convaincue qu'une cartographie précise des établissements, des classes et des enseignants de français, de leurs niveaux et de leurs pratiques pédagogiques permettra d'ajuster au mieux les actions menées. Les visites de terrain sont primordiales pour travailler la motivation des enseignants à se former et à joindre les actions mises en place : formation en didactique du FLE, formations et passations du DELF mais aussi formations linguistiques et culturelles.

La structuration du centre pour la formation et la documentation pour le français (CFTD) a permis de créer un lieu fédérateur dédié au français dans toutes ses composantes (documentation, formations, discussions, réunions, loisirs, plaisir...). »

**Françoise Le Lièvre**  
Conseillère langue française  
Ministère de l'Éducation de l'Etat d'Oyo, Nigeria

## Stéphane BRENA, Institut de droit des affaires internationales (IDAI) au Caire, Egypte



**Je suis fière de faire partie des premiers diplômés de l'IDAI** (promotion de l'année 1994). Cela a influencé ma formation dans de nombreux domaines juridiques contemporains, ce qui a évidemment affecté ma carrière. J'avais déjà constaté, à l'époque, le caractère unique en Égypte de ce cursus en raison des thèmes abordés, des méthodes d'apprentissage, ainsi que de la place de la recherche scientifique. Par la suite, le fait d'obtenir une bourse pour une formation à Paris auprès d'un cabinet d'avocat renommé en France, m'a donné la chance de constater la place des femmes

magistrates. Je suis rentrée dans mon pays en ayant un rêve : celui de devenir un jour juge dans le système égyptien. **J'ai eu la grande chance de réaliser ce rêve en 2007, en devenant l'une des trente premières femmes juges en Égypte.** En 2013, alors que j'étais en poste à la Cour économique du Caire, j'ai eu l'honneur de prendre en charge l'exécution d'un accord de coopération avec l'IDAI. J'ai pu de nouveau me convaincre de la grande qualité des étudiants de l'IDAI. Tous les juges avec lesquels ils ont travaillé ont loué leur niveau et leur investissement. **Il est clair que les études à l'IDAI ont une influence très positive sur les étudiants. Ils se distinguent, qu'ils travaillent dans le domaine de la magistrature ou qu'ils soient avocats.**

**Amal Amar**  
Vice-ministre de la Justice



L'Institut de droit des affaires internationales (IDAI) est le fruit de la **volonté commune de l'Université du Caire et de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne de perpétuer, par convention, les liens anciens unissant les traditions juridiques de l'Égypte et de la France** (École khédiviale de droit du Caire et École française de droit du Caire). Depuis sa création voilà 35 ans, l'IDAI offre une formation d'excellence en droit à des étudiants francophones originaires d'Égypte et, au-delà, d'Afrique et d'Europe.

Situé au sein de la faculté de droit de l'Université du Caire, fort de ses 430 étudiants et de sa codirection franco-égyptienne, l'atout majeur de l'IDAI est la double diplomation à laquelle il prépare : les étudiants arabophones de l'IDAI ont non seulement vocation à obtenir les diplômes de l'École de droit de la Sorbonne mais aussi la licence en droit (4 ans) de la Faculté de droit de l'Université du Caire. Pour ce faire, l'IDAI offre une formation juridique assurée par des universitaires et praticiens français et égyptiens, parmi les plus pointus et renommés dans leur spécialité.

**Les travaux dirigés sont assurés par Paris 1 Panthéon-Sorbonne. 80 % des enseignements sont dispensés en français et 20 % en arabe,** par des professeurs de l'Université du

Caire, l'une des toutes meilleures universités d'Afrique. Au fil des ans, l'IDAI a su diversifier ses activités et son offre de formation : double parcours de M2, tutorat L1, Clinique juridique, concours d'arbitrage, Colloques, etc. Et des évolutions sont à venir !

**Solidement implanté dans le paysage égyptien, l'IDAI a développé des liens forts avec les principaux acteurs du droit** (Ministère de la Justice, Cour de cassation, Conseil d'État, Parquet, Autorité de la concurrence, cabinets d'avocats; etc.). L'Institut offre ainsi à ses diplômés, parmi les meilleurs juristes d'Égypte, une ouverture unique sur tous les métiers du Droit, en Égypte, en France et au-delà.



L'Institut de droit des affaires internationales situé au cœur de l'université du Caire est **une place forte de la coopération universitaire franco-égyptienne**, chaque année nous y formons plus de 400 étudiants. Ils occupent des postes influents dans le monde juridique et judiciaire égyptien, voire au-delà, et **participent ipso facto à une dynamique de diplomatie d'influence et au rayonnement de la francophonie.** L'IDAI fait partie des grandes réussites de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Nous en sommes fiers et nous appuyons sur ce modèle pour développer de nouvelles implantations à l'international. La qualité et le niveau d'exigence de ces formations sont le gage de l'excellence des diplômés qui y sont délivrés aux étudiants.

**Christine Neau-Leduc**  
Présidente de Paris 1 Panthéon Sorbonne

« J'ai grand plaisir à faire part de mon expérience à l'IDAI. J'ai décidé de faire des études de Droit dès la troisième. Cette passion pour ce champ d'études s'expliquait car, selon moi, le Droit est un moyen de mieux appréhender la société. Je considère que le Droit reflète une envie de comprendre le monde, de l'apprivoiser d'une manière particulière. La formation que je suis à l'IDAI, n'a fait que conforter mon opinion. Les cours qui sont extrêmement diversifiés et nous permettent d'acquérir des connaissances dans toutes les branches du Droit. **Nous suivons un double cursus (en droit français et en droit égyptien). Le double diplôme est très avantageux, il permet d'avoir le titre d'avocat en Égypte.** La formation renforce nos compétences argumentatives et nos capacités à conduire une réflexion autonome, à travers les séances de travaux dirigés. La formation est très exigeante et nécessite un travail sérieux et constant, mais elle porte en elle tant d'avantages ! »

**Sarah Escandar, étudiante de Licence 3 à l'IDAI**



« Stéphane BRENA dirige, gère, anime et développe les formations juridiques mises en place en langue française à l'IDAI. Son travail est essentiel à la bonne marche et au rayonnement de l'institut. **Le nombre d'étudiants accueillis témoigne de l'engouement des jeunes égyptiens pour une formation de qualité en français.** De par son rayonnement qui s'étend aux pays de la région, l'IDAI contribue à **promouvoir une conception commune des enjeux juridiques.** »

**Alphonse Isle de Beauchaine,**  
Chargé de projets, unité Continuum éducatif, Culture et Communication

# Mettre en œuvre la stratégie française sur des thématiques nouvelles

## Une coopération à construire

Le développement de notre réseau nous engage dans de nouveaux secteurs aux enjeux planétaires souvent marqués par leur dynamisme, dans lesquels notre coopération reste à construire selon de nouveaux codes. Nos experts en sont les fers de lance, ils agissent dans un environnement marqué par l'émergence d'acteurs puissants, une concurrence accrue au sein duquel la place de la France doit se gagner chaque jour !

## Entretien croisé avec Mélyne Tarer et Jean-Louis Kromer

### Mélyne Tarer, renforcement institutionnel dans le domaine de l'économie bleue Association des Etats riverains de l'Océan Indien (Indian Ocean Rim Association - IORA)

Analyste en stratégie internationale, géopolitique et prospective, et ingénieur en commerce internationale, j'appuie la direction économie bleue et relations diplomatiques à la mise en œuvre du plan stratégique de l'IOA 2022 – 2027.

Issue des outre-mer françaises, la diplomatie bleue et la coopération maritime furent au cœur de mes études et expériences professionnelles. J'ai dans un premier temps écrit sur le rôle des armées face aux catastrophes naturelles et leurs capacités de mobilisation dans les outre-mer. Puis, j'ai exploré les sujets de négociations sur la pêche de l'UE et des délimitations territoriales face aux enjeux économiques. Cela m'a permis d'aborder le développement économique

en prenant en compte les risques et les avantages pour les états insulaires et en développement. Parallèlement, j'ai pu approfondir ma connaissance du droit international de la mer.

Ces recherches furent la base du développement de mes expériences professionnelles en préfecture, au ministère de l'Outre-Mer, en État-major interarmées et dans le secteur privé. Cette vision à 360 degrés des acteurs du secteur de l'économie bleue, des leviers politiques de développement de la diplomatie bleue me permettent aujourd'hui d'être la première experte économie bleue de l'IOA. ».

Plus particulièrement en charge de développer les portefeuilles de coopérations liés aux fonds marins et aux énergies renouvelables, j'appuie les relations institutionnelles, la mobilisation de financement, la rédaction de programmes, la mise en œuvre des projets et ateliers. Parallèlement, j'appuie la direction sur toutes les activités liées à l'économie bleue, réunions et dialogues annuels de l'IOA, ainsi que les relations publiques avec les bailleurs et partenaires internationaux. Ma situation est assez singulière car je suis la première nommée par la France au sein de l'IOA, tout est à construire. Mon statut me permet de participer à la vie administrative et aux comités de direction. La France étant membre depuis moins de 4 ans c'est essentiel de pouvoir participer à ce type d'activités pour mieux comprendre la structure et apporter un appui institutionnel.



### Jean-Louis Kromer, adaptation au changement climatique, résilience des populations, développement durable de l'île, Ministère de l'économie bleue de Zanzibar

« J'ai une expérience diversifiée dans le domaine de la gestion des ressources marines et du développement des communautés côtières, dans la région Afrique et Océan Indien pour l'essentiel. J'ai dans un premier temps acquis une expérience sur le terrain comme volontaire, au Cameroun puis en Guinée-Bissau, et ensuite dans le cadre de postes de coordinateur de projet et d'assistant technique pour la FAO, l'UICN, le MEAE et sur un financement du FIDA, en Guinée-Bissau puis au Mozambique.

Ensuite de 2002 à 2005, j'étais chargé de mission au MEAE à Paris pour la pêche, l'environnement marin et la lutte contre la désertification ce qui m'a donné l'occasion de participer à diverses initiatives internationales, et de piloter des assistants techniques et des projets dans une quinzaine de pays. J'ai ensuite travaillé au siège de la Banque Africaine de Développement où j'étais chargé de la préparation et de la mise en œuvre de projets sur tout le continent pendant près de 14 ans, comme spécialiste en pêche puis en gestion des ressources naturelles et économie bleue. J'ai ensuite fait de la consultance dans les domaines de la protection des ressources marines et de l'économie bleue.

L'objectif de mon poste de Conseiller du Ministre est d'assister le ministère de l'économie bleue et de la pêche de Zanzibar dans la mise en œuvre de la Politique sectorielle approuvée en 2022. Je participe aussi au renforcement des capacités du Ministère, en particulier en développant des partenariats avec des institutions françaises telles que l'IRD pour les aspects connaissance du milieu marin et sur la problématique des aires marines protégées. »



## Pouvez-vous nous parler davantage de votre structure d'accueil et de votre positionnement auprès d'elle ?

**Jean-Louis Kromer :** Zanzibar est une entité semi-autonome de la République de Tanzanie qui possède son propre gouvernement. Le développement de l'économie bleue est au cœur du programme de l'actuel Président de Zanzibar. C'est dans ce contexte que le ministère de l'économie bleue et de la pêche a été créé fin 2020. Il dispose de ressources humaines et financières limitées et a besoin d'appui tant sur les aspects d'organisation interne, que de formation et en matière de financements pour pouvoir mettre en œuvre les programmes stratégiques. Une de mes tâches est précisément de contribuer à la mobilisation de ces financements et à la formulation de projets avec les différents bailleurs en s'assurant de leur complémentarité.

**Mélyne Tarer :** L'Indian Ocean Rim Association est une organisation intergouvernementale singulière qui réunit 23 Etats membres de l'Afrique du Sud à l'Australie, et 10 partenaires du dialogue. Sa Charte exclut explicitement de tous les débats les conflits politiques qui mettraient en péril la coopération technique entre les Etats. L'IORA compte 6 domaines prioritaires : sûreté et sécurité maritime, Investissement et échanges économiques, gestion de la pêche, gestion des risques naturels, tourisme et échanges culturels et sciences et technologies et deux domaines prioritaires transversaux : l'économie bleue et l'émancipation économique des femmes. Chaque domaine prioritaire fait l'objet d'un groupe de travail présidé par un Etat membre. Nous faisons de la diplomatie sous fond de coopération technique. Les Etats membres se réunissent deux fois par an en conseil des hauts fonctionnaires et une fois par an en conseil des ministres. Parallèlement, des ateliers sont organisés et des coopérations développées avec des institutions internationales à la demande des Etats. La diversité des 23 Etats membres de l'IORA implique des besoins de développement différents. C'est un défi et une opportunité qui permet de renforcer la coopération technique via le partage de connaissance.



Pêcheurs d'anchois Misali à Zanzibar. Crédits : Jean-Louis Kromer

## Pouvez-vous préciser en quoi votre mission s'inscrit dans la stratégie de l'équipe France dans le domaine de l'économie bleue ?

**Mélyne Tarer :** Au-delà de la stratégie économie bleue, ma mission au sein de l'IORA s'inscrit dans la mise en œuvre de la stratégie française en indopacifique. Les océans sont l'objet de rivalités. A travers ses diverses stratégies, la France entend promouvoir la paix et la stabilité dans le respect du droit international, de la souveraineté des Etats et de l'environnement. Si je devais donner un mot pour définir ma mission, je dirais : « inclusive », relai de la vision française sur l'aspect environnemental et climatique, porteuse d'une coopération adaptée aux besoins des Etats côtiers de l'Océan indien. Si le grand public sait que 90% des échanges commerciaux sont maritimes, il ne connaît que la partie émergée de l'économie bleue. De l'infrastructure de production à l'acheminement en passant par la ressource première aux travailleurs, il reste encore beaucoup de travail en termes de définition, de rédaction des objectifs stratégiques, de projections économiques; de renforcement institutionnel et d'innovation. L'économie bleue se structure et la France fait partie des Etats les plus avancés sur le sujet.

**Jean-Louis Kromer :** La Tanzanie, et en particulier le gouvernement de Zanzibar, est un des pays « en pointe » sur la problématique économie bleue dans la région Afrique – Océan Indien, avec une forte volonté politique d'en faire le moteur du développement économique, à ce titre le positionnement d'un ETI est particulièrement opportun. Ceci devrait aussi permettre de faire avancer la réflexion sur les modalités de mise en œuvre de telles politiques en lien avec l'approche développée par Expertise France, en synergie avec l'AFD. Pour mémoire, l'approche de l'équipe France vise à restaurer l'équilibre entre la préservation du bon état écologique du milieu marin et ses multiples usages par l'humanité. Cela passe par le développement d'une gouvernance intégrée et participative des espaces marins et côtiers et la prévention et la répression des activités illicites en mer, l'amélioration des connaissances des écosystèmes, la restauration et la protection des écosystèmes marins et côtiers, le renforcement de la résilience socio-économique des populations côtières et le développement des activités économiques durables.

Tous ces aspects sont pris en compte dans la politique économie bleue de Zanzibar. La commande du MEAE de postes sur la thématique économie bleue est relativement récente. Un réseau d'ETI est en train de se former afin de capitaliser sur les expériences et les bonnes pratiques.

## Romain PIRARD, Université de Stellenbosch, Afrique du Sud

L'université de Stellenbosch, l'une des meilleures d'Afrique du Sud, a créé la School for Climate Studies en 2022. **Alors que le continent africain fait face à un déficit chronique de recherche et connaissances sur le changement climatique, il est également confronté à ses effets de manière disproportionnée par rapport à ses émissions.** Cela plaide pour qu'une telle institution devienne un acteur stratégique de la formation des nouvelles générations de chercheurs africains, crée de la connaissance scientifique pour informer les décisions politiques, et facilite la recherche de financements associés.

C'est dans ce cadre que je suis arrivé en Afrique du Sud pour être intégré à la School for Climate Studies et soutenir ses efforts de développement. Ce soutien prend la forme de recherches, de l'encadrement d'étudiants, de la coordination de projets, de la mise en relation avec des institutions européennes pour établir des collaborations, ainsi que de la recherche de financements.

**L'axe principal développé jusqu'à présent concerne la mise à contribution des filières de transformation pour valoriser la biomasse issue de l'éradication des espèces invasives exotiques (par ex. pins et acacias).** Cet intérêt se traduit par des publications, l'encadrement d'étudiants de masters, la coordination d'activités de projets sur la base des financements existants, le montage de projets soumis à financement via le réseau HORIZON Europe pour développer des filières de transformation, ainsi qu'une collaboration naissante avec le Museum national d'histoire naturelle.

Sous ma direction, une écologiste du Museum vient ainsi en Afrique du Sud pour collaborer avec des chercheurs locaux et vérifier ses hypothèses sur les impacts réels des acacias et les besoins

de restauration des terres. **De telles recherches peuvent contribuer à modifier les perceptions à l'égard de ces arbres et ouvrir la voie à de nouvelles options pour leur exploitation durable.** Si tel était le cas, cela représenterait un exemple intéressant où la collaboration avec la France peut mener à élargir l'horizon des possibles.



Stellenbosch University Library. Crédits : Kleinz1

## Le Département CBME accompagne la mobilisation de l'expertise publique



### L'expertise française au service de la lutte contre les feux de forêts en Amazonie

Afin de répondre aux enjeux climatiques actuels et préserver la biodiversité, la direction **de la Coopération de sécurité et de défense (DCSD)** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) **finance et met en œuvre, avec l'appui d'Expertise France, un projet pluriannuel de lutte contre les feux de forêts en Amazonie (PCFFA).**

L'expertise française en la matière a ainsi été partagée depuis 2021 avec l'Equateur, la Bolivie et la Colombie. Au total, c'est près d'une **dizaine de missions qui ont été organisées, permettant de mobiliser environ 30 experts de la protection civile et de former plus de 300 sapeurs-pompier Boliviens, 90 Colombiens et 80 Equatoriens.** Les formations dispensées ont été structurées autour de deux thématiques principales : prévention et lutte contre les feux de forêts ; gestion opérationnelle et commandement.

« L'engagement français en matière de formation est particulièrement important, avec l'envoi systématique de formateurs et formatrices pour deux à trois semaines consécutives. **Nous veillons de plus à adapter les enseignements aux besoins et spécificités des différents partenaires.** Sur le terrain, nous notons une réelle envie et un engagement à déployer localement les enseignements reçus et nous observons une véritable reconnaissance de l'expertise française en matière de lutte contre les feux de forêts. **Grâce à une collaboration étroite et efficace avec Expertise France, l'ensemble des actions de coopération se déroulent de manière très fluide.** »

**Commandant Philippe SALLENAVE**  
Coopérant protection civile régional, basé en Equateur (Guayaquil)  
Responsable du pilotage du PCFFA

## 5 - Perspectives 2023

L'année 2023 marquera un tournant important avec le déploiement de la grande majorité des ETI programmés dans le cadre de l'objectif fixé par le Président de la République fin 2020, de doublement du nombre d'experts « d'influence ». Selon les projections du Pôle, **entre 250 et 265 d'entre eux seront déployés au 31 décembre de l'année à venir**. A terme, le réseau d'influence économique commandité par la DGT devrait compter 45 experts sur le terrain. A la fin de l'année 2023, 25 experts devraient être déployés.

**Ces projections traduisent la mobilisation intense de l'équipe du Pôle tout au long cette année.** En effet, nombre de ces experts sont déjà identifiés, certains ont déjà fait l'objet d'un accord du commanditaire et/ou de la validation de leur futur organisme d'accueil.

La mise en œuvre du dispositif d'expertise technique internationale est assurée grâce à l'appui de l'ensemble des services d'Expertise France : les départements sectoriels, la direction de la sûreté, la direction des ressources humaines, et en particulier le pôle mobilité internationale. L'équipe du pôle REX remercie l'ensemble des collègues mobilisés pour leur soutien et la qualité de notre collaboration.

Tous nos remerciements à l'ensemble des contributeurs, experts, commanditaires, partenaires, membres de l'équipe du Pôle, pour leur engagement quotidien au service ou en lien avec notre réseau pour la richesse de leur contribution sans lesquels nous ne saurions rendre compte de la formidable richesse de notre réseau.

Ce rapport a été réalisé sous la direction de **Salvatore Pappalardo**, Responsable du pôle relations experts, par **Gwenola Braud**, Chargée de projets et **Sabine Deguet**, Stagiaire au sein du pôle.



En 2022, le pôle Relations experts continue de se mobiliser pleinement pour répondre aux attentes de nos commanditaires et aux besoins de nos partenaires sur le terrain.

Avec derrière la grande variété des dispositifs qui nous sont confiés et des structures d'accueil bénéficiaires, une attention prédominante anime nos équipes. Elle porte sur les enjeux de la qualité des recrutements, de la sécurisation des déploiements et de la valorisation des missions.

La poursuite de la structuration du pôle REX au cours de l'année 2022 ainsi que l'ensemble des démarches entreprises sur les viviers d'experts et les réseaux partenaires le met en capacité de répondre aux évolutions à venir : près de 380 supports de postes en portefeuille d'ici fin 2023 tous commanditaires confondus, et la perspectives de 500 ETI déployés sur le terrain d'ici fin 2027 sur la seule commande du MEAE.

Pour se faire, l'agence a investi, à la demande de nos autorités de tutelles, dans le développement d'un portail de mobilisation de l'expertise technique à l'international, qui aura pour vocation de présenter les grands secteurs de coopération portés par la France, valoriser les dispositifs dédiés à la mobilisation de l'expertise, mieux faire connaître les opportunités de mission, et accompagner de potentiels candidats dans leur démarche à l'expatriation. Ce portail sera lancé au cours de l'année 2023.

Cette dynamique autour de la mobilisation de l'expertise, réaffirmée par le dernier Conseil présidentiel pour le Développement, est extrêmement structurante pour l'activité du département Coopération bilatérale et Mobilisation de l'expertise.

Nous continuons d'y contribuer, en liens étroits avec nos collègues du département des ressources humaines, du département de la sûreté, des départements techniques et de notre réseau sur le terrain.

Tous pleinement mobilisés au service de la constitution d'un réseau d'experts techniques déployé sur le terrain de qualité, animé, et contribuant à la politique extérieure de coopération au développement, d'influence et de diplomatie économique de la France.

Avec mes plus sincères remerciements à Rima Le Coguic, à titre personnel et au nom des équipes, pour sa confiance et son appui constant au développement de l'activité du département au cours de ses deux dernières années passées à Expertise France en tant que directrice générale adjointe en charge des opérations.

**Antonin Cœur-Bizot**

Directeur du département  
Coopération Bilatérale et Mobilisation de l'Expertise

Pôle Relations experts

